

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 19 - Novembre 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs



Le camp de Baddaoui sous les bombardements.

**Toutes les forces réactionnaires
contre le peuple palestinien**

(lire page 3)



**Le peuple allemand dit non
à l'installation des Pershing**

(lire page 9)

APRÈS L'AGRESSION IMPÉRIALISTE CONTRE GRENADE

Le Nicaragua plus que jamais menacé



(voir déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (CIR) », pages 3 et 4)

ARGENTINE

L'heure du peuple

(lire page 8)

**Les dossiers
de
Tribune**

LE CHÔMAGE EN EUROPE :

La structure

La guerre commerciale de l'acier

La crise de l'automobile

CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE SOLIDARITÉ AVEC LE NICARAGUA, LES PEUPLES D'AMÉRIQUE CENTRALE, ET POUR LA PAIX

Appel

On trouvera ci-dessous le texte de l'appel à une « Conférence de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix », qui se tiendra à Paris les 17 et 18 décembre 1983. D'ores et déjà, plus de 170 personnalités de France, d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique, de Suisse, de Grande-Bretagne, du Danemark, et d'Irlande ont signé cet appel.

Toute correspondance à Michel Broué, professeur à l'université de Paris VII, UER de mathématiques, 2, place Jussieu 75251 Paris cedex 05.

En juillet 1983, à Bogota, à l'appel d'organisations politiques, syndicales, culturelles, et de personnalités démocratiques, intellectuelles, religieuses de Colombie, se tenait une large Conférence latino-américaine de « Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes ».

Nous lançons aujourd'hui un appel pour la tenue d'une conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua et l'Amérique centrale :

• parce que nous constatons que la volonté de l'administration Reagan de considérer l'Amérique centrale comme une dépendance des USA, comme son « jardin », pour reprendre les propres termes de Ronald Reagan, aboutit à une agression caractérisée visant en particulier à la déstabilisation du gouvernement légitime du Nicaragua ;

• parce que nous sommes convaincus que le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, — dont l'universalité exige qu'il soit reconnu à tous les peuples dans toutes les parties du monde — est, en Amérique centrale, à la base de toute solution pacifique ;

Nous faisons nôtres les principes réaffirmés par la déclaration finale issue de la Conférence de Bogota :

« Face à la gravité de la situation actuelle, les démarches du Groupe de Contadora, formé des gouvernements de Colombie, du Venezuela, du Panama et du Mexique, prennent une importance particulière pour freiner le développement de l'intervention unilatérale, politique, économique et militaire des Etats-Unis. Toute autre initiative de paix juste mériterait notre appui. Toute négociation doit inclure dans les conflits internes au Salvador, la reconnaissance du FMLN-FDR comme force belligérante, et dans le cas du Nicaragua, le respect de l'indubitable légitimité de son gouvernement. Les propositions formulées par le gouvernement du Nicaragua permettent d'avancer vers une solution pacifique. Nous considérons valable le plan du gouvernement nicaraguayen pour exiger des solutions bilatérales. Cette Conférence est d'accord avec la proposition de mettre un terme à toute situation de belligérance à travers la signature d'un accord de non-agression entre le Nicaragua et le Honduras.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgue.

Comité de rédaction : M. Aklouf, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraisópolis 04104 Sao Paulo, Brésil.

Aujourd'hui, face à l'imminence de l'expansion de la guerre, nous réaffirmons la nécessité de la paix. »

Et, face à l'aggravation de la situation, nous répondons à l'appel de la Conférence de Bogota qui demande que l'action des peuples contre la politique d'agression perpétrée en Amérique centrale par l'administration Reagan prenne une dimension mondiale :

« La Conférence envoie son salut aux organisations et personnalités qui, depuis l'Amérique du Nord et l'Europe, se sont associées à l'appel et ont soutenu de diverses manières cette Conférence. Elle les engage à impulser des Conférences comme celle que nous achevons aujourd'hui. »

Aggravation de la situation : il ne se passe pas de jour qui ne marque la continuation de l'escalade diplomatique, économique et militaire contre le Nicaragua.

A partir du Honduras et du Costa Rica, avec l'aide avouée financière et militaire des Etats-Unis, se multiplient des opérations dirigées contre le territoire du Nicaragua avec l'implication de la CIA, dont on se souvient du rôle qu'elle joua dans le renversement du gouvernement de Salvador Allende. La marine de guerre américaine croise au large des côtes d'Amérique centrale et 5 000 hommes de l'armée US sont engagés dans des manœuvres de longue durée au Honduras, en réalité point d'appui des multiples opérations menées contre le territoire du Nicaragua.

Pour qu'il n'y ait nulle équivoque, le 12 septembre, le sous-secrétaire d'Etat à la Défense, Fred C. Ikle (le troisième personnage dans la hiérarchie du Pentagone), déclarait à Baltimore :

« Nous ne cherchons pas une "partie nulle" militairement parlant. Nous cherchons la victoire pour les forces de la démocratie. »

Puisque dans cette déclaration, le sous-secrétaire d'Etat précisait qu'il fallait empêcher la « consolidation » du régime sandiniste « arsenal de l'insurrection », pour l'administration Reagan, les « forces de la démocratie » sont en l'occurrence, non seulement les régimes dictatoriaux du Salvador et du Guatemala, mais les « contras », les bandes mercenaires d'anciens bourreaux de Somoza, armés par les USA et encadrés par la CIA, qui dévastent et tuent à la frontière du Nicaragua.

Les choses sont claires : il s'agit d'une vaste entreprise visant au renversement du gouvernement légitime du Nicaragua, du gouvernement que le peuple du Nicaragua s'est donné en portant à sa tête ceux qui l'avaient conduit dans la lutte contre la dictature de Somoza.

Pareille entreprise piétine, au nom du droit du plus fort et par l'usage de la force, les principes les plus élémentaires de la démocratie, en particulier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : contre cette agression tout un peuple se dresse !

A de multiples reprises, le gouvernement nicaraguayen a fait connaître sa volonté de négocier dans le respect de sa souveraineté.

La seule réponse a été l'aggravation de la pression économique, diplomatique et des provocations.

Parce que nous n'acceptons pas que l'on cherche à étrangler un peuple de 3 millions d'habitants dont le seul crime est d'en avoir fini avec une abominable dictature et de constituer par là-même un espoir pour les peuples d'Amérique centrale et d'Amérique latine qui souffrent sous le joug de dictatures semblables,

Nous appelons à la tenue d'une « Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale, et pour la paix », qui se tiendra à Paris

les 17 et 18 décembre 1983

Nous, premiers signataires de cet appel, appelons tous ceux qui, dans tous les pays d'Europe, se prononcent pour le respect du droit des peuples du monde entier à disposer d'eux-mêmes, à signer cet appel et à participer à la préparation et à la réalisation de cette Conférence.

Déclaration des organisations latino-américaines présentes au congrès du PS français

« Les délégations des partis politiques et des organisations latino-américaines présentes au congrès du Parti socialiste français à Bourg-en-Bresse expriment leur énergique condamnation contre l'intervention militaire américaine à la République de Grenade. Cette intervention confirme la décision de l'administration Reagan d'empêcher par les moyens les plus violents le droit des peuples latino-américains à leur libre détermination.

L'escalade militaire du gouvernement américain et ses alliés dans le continent se manifeste dans toute sa vigueur dans les pays de l'Amérique centrale et dans les Caraïbes, notamment à travers :

— l'agression armée mercenaire contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua ;

— l'installation des bases militaires au Honduras, véritable occupation militaire de ce pays ;

— l'aide militaire et l'appui logistique aux armées répressives du Salvador et du Guatemala ;

— les menaces répétées contre Cuba.

Le cynisme de la politique extérieure américaine dans cette région devient une préoccupation à travers le monde, car aux solutions politiques proposées par le gouvernement nicaraguayen, le FDR-FMLN et le groupe Contadora, l'administration Reagan a répondu par l'agression armée.

Le prétexte avancé par le gouvernement des Etats-Unis, à savoir que les pays voisins avaient sollicité sa « collaboration » en vue d'envahir Grenade, est inadmissible parce qu'il viole les principes du droit international et il établit un précédent funeste qui peut se renouveler à brève échéance.

Le rejet de cette ingérence est vital à tous nos pays.

Il est impératif que les forces progressistes et démocratiques du monde expriment leur condamnation et manifestent une solidarité active avec les peuples en lutte. »

Union des forces patriotiques démocratiques haïtiennes (IFO-PADA), Bloque Socialista du Chili, Izquierda Unida del Peru, Comision Política Diplomática FMLN-FDR El Salvador, URNG (Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca), Partido Revolucionario Dominicano (PRD), Partido Socialista Revolucionario Peru (PSR), Frente Amplio del Uruguay, Partido Socialista del Uruguay, Movimiento Izquierda Revolucionaria Bolivia (MIR), Partido Democratico Trabalhista Brasil (PDT), Partido Movimento Democratico Brasileiro (PMDB), Alianza Liberadora del Pueblo Honduras, United Dominica Labour Party.

Les « journées » du Parti socialiste polonais du travail

COMME nous en avons informé les lecteurs de Tribune internationale, les 22 et 23 octobre à Paris, l'Association Szerszen (Le Frelon) organisait des « journées du PSPP ».

Ces journées qui se sont déroulées dans la grande salle de la Mutualité

ont été l'occasion d'un riche débat démocratique sur la révolution polonaise, sur le combat de Solidarité, sur le caractère national de la lutte du peuple polonais, sur le rôle du PSPP lui-même.

Débat qui d'ailleurs ne se limita pas aux seuls problèmes liés au

développement de la lutte de la classe ouvrière et du peuple polonais depuis 1980, mais qui touchera à des questions comme celle de la nature des partis staliniens et des régimes de l'Europe de l'Est. Aux côtés des militants polonais, ce sont aussi des opposants d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie qui

apporteront leur contribution.

Il serait vain de vouloir résumer en quelques lignes un débat à la fois passionné et fraternel qui a été mené pendant trois séances devant un auditoire attentif d'où les questions se sont multipliées.

Mais il faut souligner que ces « journées » constituent un événement politique qui s'inscrit pleinement dans la poursuite du combat contre la répression, pour la libération des prisonniers politiques.

« La pensée libre et donc la discussion libre sont les piliers essentiels de la résistance du peuple polo-

nais et du combat qu'il mène dans des conditions pourtant difficiles pour ses droits imprescriptibles » est-il rappelé dans l'éditorial du supplément au n° 1 de l'édition française de Szerszen.

Szerszen va publier un numéro spécial reproduisant de larges extraits des communications et des interventions faites pendant les journées du PSPP. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro de Tribune internationale.

(1) Ce supplément publie une déclaration inédite d'Edmund Baluka devant ses juges. Szerszen, 91, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris, France.

Toutes les forces réactionnaires contre le peuple palestinien

DANS le nord du Liban, depuis le jeudi 3 novembre, l'artillerie syrienne pilonne les camps palestiniens de la région de Tripoli où étaient installés Arafat et des formations militaires de l'OLP. Les morts civils, parmi la population palestinienne, se comptent par centaines. On a cherché à présenter les violents combats qui se déroulent comme un affrontement entre fractions « loyaliste » et « dissidente » de l'OLP, mais toutes les informations concordent pour démontrer que ce sont essentiellement les forces armées syriennes et les éléments palestiniens qui y sont directement intégrés qui mènent l'assaut, disposant d'énormes moyens de destruction.

Après que le camp de Nahr-el-Bared fût tombé, les correspondants de presse ont noté qu'à l'intérieur du camp se trouvaient — mais « pas en très grand nombre » — des « combattants dissidents », tandis que toutes les routes alentours et les accès du camp « étaient sous le contrôle des forces syriennes ».

L'ampleur du massacre entamé par le régime syrien qui évoque celui de Tall-el-Zaatar est la tragique illustration de ce qu'expliquait une déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » en date du 28 octobre 1983 : « Toutes les forces en présence se dirigent contre les Palestiniens... Les Syriens ont, immédiatement après la bataille du Chouf, expulsé de la Bekaa tous les partisans d'Arafat, et les milices palestiniennes contrôlées par la Syrie ne circulent déjà plus librement. Ainsi, au nord du Liban, ils ont cerné dans la région de Tripoli les combattants de l'OLP et Arafat lui-même. En même temps, 13 000 soldats syriens ont encerclé 50 000 réfugiés palestiniens dans les camps de Baddaoui et de Nahr-el-Bared. »

Au sud du Liban, les camps palestiniens sont à la merci des milices phalangistes, quand ils ne sont pas directement dans les camps de concentration de l'armée israélienne, comme celui d'Ansar.

Le combat de la nation palestinienne pour son existence indépendante est au centre de la situation politique au Proche et au Moyen-Orient. Les plans de l'impérialisme, avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin, visent à écraser le peuple palestinien pour parvenir à l'écrasement du mouvement des masses exploitées et opprimées dans la région. Mais son incapacité à en finir avec la résistance de ces peuples paralyse l'impérialisme. »

En juin 1982, le gouvernement Begin-Sharon déclenchait l'offensive contre les forces palestiniennes du Sud-Liban et les unités de l'armée israélienne, au prix de durs combats, se rapprochant de Beyrouth. La situation était marquée non seulement par l'acharnement de la résistance au Liban, mais par le rejet de cette guerre par la majorité de la population juive de l'Etat d'Israël et par une puissante mobili-

sation des masses palestiniennes dans les « territoires occupés » et à l'intérieur des frontières mêmes de l'Etat d'Israël.

Les prétendus « frères arabes » du peuple palestinien, tous les Etats de la région laissent le fer et le feu de l'armée de Sharon décimer la population palestinienne. En août, sur la base d'un accord ne donnant aucune garantie à la population palestinienne privée de toute protection militaire, Arafat et les forces militaires de l'OLP évacuaient Beyrouth sous la surveillance de la « Force multinationale d'interposition », formée essentiellement de contingents américains et français.

En septembre, c'étaient les terribles massacres de Sabra et de Chatila. Les combattants palestiniens dispersés dans divers pays arabes y connaissaient plus un statut d'internés que de réfugiés, se voyaient priver de toute liberté de mouvement.

Une nouvelle et terrible page s'ajoutait au martyrologe d'un peuple en lutte pour son existence nationale, pour ses droits nationaux. Il payait, dans sa chair, le prix non seulement de la férocité de l'impérialisme et de son instrument, l'Etat sioniste, mais les conséquences d'une politique subordonnant la lutte du peuple palestinien aux intérêts des Etats de la région, tous en dernière instance soumis à l'impérialisme.

Nous condamnons inconditionnellement et sans réserve la sauvagerie et réactionnaire agression perpétrée par le régime d'Assad qui a toujours bénéficié du soutien de la bureaucratie du Kremlin. Cela ne diminue en rien la responsabilité politique de la direction Arafat de l'OLP.

Si, lorsque Beyrouth était investie, des négociations avaient un sens, c'est uniquement si celles-ci avaient porté sur des garanties pour la population palestinienne. Il n'y en eut aucune. L'évacuation de Beyrouth s'inscrivait dans un accord international destiné à préserver « l'ordre » dans la région et soumettant donc les intérêts nationaux du peuple palestinien aux besoins de la diplomatie impérialiste et de celle du Kremlin. Aussitôt après, la conférence de Fes reprenait à son compte le plan Fahd fondé sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël et associait Arafat à cette position.

C'est cette même réalité qui s'exprime encore aujourd'hui de manière barbare dans l'écrasement sous les obus et les roquettes syriens des bastions palestiniens de la région de Tripoli. Il s'agit de liquider toute l'organisation indépendante du peuple palestinien.

Les représentants de l'OLP ont été brutalement expulsés de Libye. La police syrienne a ouvert le feu sur des manifestants palestiniens dans la banlieue de Damas. L'armée israélienne a tiré contre des manifestants palestiniens en Cisjordanie.

Et pour que les choses soient claires, citons une dépêche de l'AFP au sujet de la « Conférence de réconciliation nationale du Liban », tenue à Genève sous les auspices conjoints de Washington et du Kremlin. Cette dépêche, soulignant que si un accord a été établi sur la nécessité de négocier le retrait des forces israéliennes du territoire libanais, il demeure le problème des forces syriennes et palestiniennes, écrit :

« Jusqu'à présent, la Syrie liait le départ de ces 35 000 hommes présents dans la Bekaa (Centre) et au nord du Liban au retrait inconditionnel des forces israéliennes. Selon les observateurs, le règlement du problème des forces syriennes résoudrait ipso facto celui de la présence palestinienne dans la mesure où la Syrie étend progressivement son influence sur l'OLP. »

Et c'est vers le chef de l'Etat syrien, Assad, que tous les chefs d'Etat arabes se tournent pour lui demander de « trouver une solution », c'est-à-dire pour l'investir du droit de parler au nom du peuple palestinien.

Plus que jamais, le combat du peuple palestinien exige la solidarité de tous ceux pour qui les droits des peuples ne sont pas une phrase creuse.

En même temps, la dépêche citée plus haut souligne la « fragilité de l'accord ». Au-delà de l'évidente « fragilité » de cet accord, ce qui s'impose c'est l'incapacité pour l'impérialisme de dégager une solution stable pour cette région sans non seulement porter des coups aux masses exploitées et opprimées, mais sans littéralement écraser le peuple palestinien et les autres peuples de la région.

Comme l'affirme en conclusion la déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », « plus que jamais la seule issue possible et positive est une issue démocratique. Plus que jamais, le droit du peuple palestinien, avec ses composantes arabe et juive, à disposer de lui-même s'oppose à toute solution impérialiste. Plus que jamais, la constitution de la nation palestinienne, le démantèlement des Etats artificiels pro-impérialistes d'Israël et de Jordanie, le rejet du gouvernement Gemayel sont la seule voie pour empêcher de nouveaux massacres. »

Des milliers de Marines supplémentaires ou des opérations de représailles ne peuvent qu'ajourner la seule nécessité impérieuse : la libération nationale du peuple palestinien, des masses opprimées du Moyen-Orient. 30 années de domination impérialiste ont explosé à Beyrouth.

Retrait inconditionnel des troupes de la force multinationale ! Retrait des troupes d'Israël ! A bas le gouvernement Gemayel ! Retrait des troupes syriennes ! Constituante palestinienne ! Pour une fédération des Etats-Unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient ! »

Amérique centrale

DÉCLARATION DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE « IV^e INTERNATIONALE (CIR) »

Troupes US hors de Grenade !

Le mardi 25 octobre 1983, une force d'assaut de 2 000 marines commence l'invasion de Grenade.

Au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'impérialisme US décide d'écraser sous son talon de fer une petite île de 130 000 habitants.

La plus grande puissance industrielle et militaire du monde invoque pour justifier son agression contre ce petit Etat les besoins de sa « sécurité ».

Qui peut prendre au sérieux cet argument ? Qui peut croire un instant que Grenade « menaçait » les Etats-Unis ?

Non, ce qui menace effectivement l'impérialisme, fondé sur l'exploitation, l'oppression, le pillage des plus faibles par les plus forts, c'est l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'ils soient grands ou petits.

Au-delà du cynisme révoltant des porte-parole de l'impérialisme, du caractère particulièrement odieux que donne à l'agression la disproportion des forces en présence, l'intervention militaire US à Grenade est un événement majeur que la taille de l'île n'amoindrit en rien, ce sont les lignes de force de la situation mondiale qui s'affirment.

L'invasion de Grenade ne peut se comprendre qu'en relation avec la politique mondiale de l'impérialisme américain, pivot du système impérialiste mondial. Elle est inséparable en particulier des conséquences de la révolution nicaraguayenne, de la situation de crise révolutionnaire qui est celle de toute l'Amérique centrale.

Au-delà de la volonté de rétablir par la force l'ordre impérialiste à Grenade, la brutale intervention militaire américaine est avant tout dirigée contre la révolution nicaraguayenne, contre le gouvernement ouvrier et paysan qui en est issu, contre le développement de la révolution centro-américaine, contre le peuple du Salvador en lutte contre la dictature et la domination impérialiste.

A Grenade même, c'est la révolution et la contre-révolution qui s'affrontent.

La population de Grenade comme les travailleurs et techniciens cubains qui se trouvaient sur l'île résistent à ce jour avec acharnement. Une « résistance imprévue » qui a contraint l'impérialisme à envoyer des renforts et a amené le ministre de la Défense de Reagan, Weinburger, à déclarer : « La liberté coûte cher ». Ce qui coûte plus cher que prévu, c'est précisément d'étrangler la liberté. Une résistance qui exprime et s'appuie sur la résistance mondiale à la violence impérialiste, une résistance qui a aussi commencé à s'exprimer aussitôt aux Etats-Unis mêmes dans de premières manifestations exprimant la condamnation de l'intervention militaire US. Comme lors de la guerre du Vietnam, cette politique réactionnaire qui viole les traditions démocratiques du peuple américain nourrit une opposition à la politique de Reagan dans toutes les couches de la population.

C'est la première fois, depuis 1965, que l'impérialisme américain organise une intervention militaire

directe contre un pays d'Amérique latine ou des Caraïbes : c'était alors pour briser le mouvement révolutionnaire qui se développait dans la République dominicaine. C'était aussi l'année qui marquait l'escalade de l'intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain au Vietnam.

Mais alors l'impérialisme américain pouvait prétendre faussement qu'il apportait son appui à des forces politiques dominicaines qui l'avaient réclamé. Au-delà du prétexte, il y avait une réalité, celle de forces politiques réactionnaires qui, grâce à l'intervention contre-révolutionnaire des forces armées US, allaient pouvoir constituer un pouvoir anti-populaire bénéficiant du soutien de l'impérialisme.

Aujourd'hui, à Grenade, comme le note un éditorial du *Washington Post* : « Apparemment, pas un seul de ses citoyens (de Grenade) n'a fait appel à l'aide américaine. »

A Grenade, la seule force directe sur laquelle l'impérialisme américain puisse compter, c'est celle de son armée, de ses moyens de destruction. Annoncée d'abord comme une opération devant durer quelques jours, un simple exercice de « rétablissement de l'ordre », la présence militaire américaine sur l'île est désormais comptée en semaines.

Reagan veut remporter une « victoire militaire ».

Piètre victoire qui n'effacera pas la défaite historique subie par l'impérialisme au Vietnam, défaite dont l'un des facteurs fut la croissante mobilisation du peuple américain contre la guerre de « son » impérialisme.

L'intervention militaire US à Grenade a lieu au moment où la violence contre-révolutionnaire déchaînée contre le peuple palestinien en lutte pour ses droits nationaux, contre les aspirations des peuples du Moyen-Orient, s'avère impuissante à rétablir la moindre stabilité dans la région, où l'impérialisme américain et ses partenaires impérialistes sont entraînés dans une implication militaire directe de plus en plus ample.

C'est dans une situation internationale marquée avant tout par la montée, à l'échelle mondiale, du mouvement révolutionnaire des masses et par la crise inextricable du système impérialiste que s'inscrivent les événements de Grenade.

Il ne s'agit pas d'un épisode secondaire. Il s'agit d'une première application pratique de ce que le général Meyer, ancien chef d'état-major de l'armée de terre US, évoquait à propos du Nicaragua, expliquant que la difficulté d'une intervention armée au Nicaragua était l'absence d'une part d'un consensus national, de l'autre de « forces sociales » sur lesquelles s'appuyer.

Pas plus dans l'opinion publique américaine que dans l'opinion publique mondiale, les prétextes invoqués par Reagan n'ont trouvé de crédits : il n'y a pas de « consensus national ». Reagan a prétexté de la « sécurité » des ressortissants américains vivant à Grenade. Il est établi que l'on n'a pas touché aux cheveux d'un seul d'entre eux, tandis que des cen-

Amérique centrale

4 - Tribune internationale - novembre 1983

DÉCLARATION DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE « IV^e INTERNATIONALE (CIR) »

Troupes US hors de Grenade !

(suite de la page 3)

taines de Grenadins sont tombés sous les balles américaines.

Et le souci soudain de Reagan pour Maurice Bishop, après la mort de celui-ci, ne peut tromper personne. L'Administration Reagan a tout fait, depuis l'arrivée au pouvoir du « New Jewel Movement » (le parti de Bishop, qui est affilié à la II^e Internationale), pour déstabiliser son gouvernement.

Il n'y a pas de consensus national aux Etats-Unis, il n'y a pas à Grenade de « forces sociales » secondant l'agression américaine.

L'intervention militaire de l'impérialisme américain à Grenade est la réaction de l'impérialisme pris à la gorge par les développements mondiaux de la lutte des classes.

Elle procède de la situation mondiale où l'impérialisme américain — pivot du système impérialiste mondial — est contraint pour sa défense même d'imposer à tous, quelles que soient les conséquences, sa politique. Elle matérialise la tendance qu'analysait la résolution adoptée cet été par la Conférence des organisations latino-américaines de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » :

« De pays dominés dans une situation de dépendance financière, économique, politique, jouissant formellement de l'indépendance politique, tous les pays de l'Amérique latine et centrale se voient menacés par de véritables guerres de reconquête coloniale qui seraient la conséquence ultime de la guerre de rapine économique. »

L'agression US à Grenade illustre ce qu'affirmait et que précisait l'éditorial de *Tribune internationale*, « Révolution et contre-révolution en Amérique latine » : « C'est ainsi que se dessinent avec force les tendances à substituer aux rapports antérieurs de dépendance entre l'impérialisme

et les pays dominés des relations de type colonial. »

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, en témoigne la résistance acharnée d'un petit peuple de 130 000 habitants.

Tous les pays d'Amérique latine sont menacés par l'agression américaine.

L'intervention militaire US à Grenade a été décidée unilatéralement, déclenchée sans tenir compte de l'avis des partenaires impérialistes des Etats-Unis. Notamment des objections élevées par le gouvernement Thatcher contre une intervention dans une zone dépendant du Commonwealth, ce qui a placé le gouvernement britannique dans une situation où — selon son ministre des Affaires étrangères — il regrette cette intervention tout en souhaitant qu'elle réussisse.

Mais le gouvernement Thatcher offre une issue au problème de donner une caution politique à l'invasion : se référant à l'héritage colonial, au fait que Grenade est membre du Commonwealth et relève donc de la couronne britannique, le représentant de celle-ci, le gouverneur général, est présenté comme la seule autorité « légale ». Proposition que les Etats-Unis utilisent aujourd'hui à l'ONU pour mettre en cause la représentativité des délégués du gouvernement de Grenade qui ont dénoncé l'invasion de leur pays.

Le gouvernement Kohl a fait savoir qu'il aurait déconseillé l'intervention s'il avait été consulté. Les gouvernements français et espagnol ont condamné l'intervention. La brutalité de la politique de l'impérialisme américain introduit des éléments de déséquilibre dans tout le dispositif mondial, y compris parmi ses alliés impérialistes.

C'est, pour reprendre les termes de l'éditorial de *Tribune internationale*, « la soumission complète et totale aux impératifs de la politique amé-

ricaine » que Reagan entend imposer à tous en les plaçant devant le fait accompli.

L'intervention US à Grenade est un coup de semonce au gouvernement cubain à qui il est rappelé que les Caraïbes sont « une mer américaine » et l'Amérique centrale « la frontière des Etats-Unis », et une menace directe contre ce gouvernement.

Répétons-le : elle se dirige avant tout contre la révolution nicaraguayenne. Survenant après l'accentuation des pressions diplomatiques et économiques de tous ordres, après l'intensification des opérations militaires encadrées par la CIA contre le territoire du Nicaragua et alors que plus de 5 000 soldats américains sont en armes au Honduras, elle constitue une brutale escalade dans la mise en œuvre des plans contre-révolutionnaires de Washington.

Elle confirme l'analyse de la politique américaine faite par l'éditorial de *Tribune internationale* déjà cité :

« La politique de Reagan en Amérique centrale cherche avant tout à liquider le gouvernement sandiniste. Reagan, par la pression économique-militaire, essaie d'éviter la guerre ouverte. Le président US est néanmoins fermement décidé à engager les forces énormes des USA si la pression n'arrive pas aux fins de liquider le gouvernement ouvrier et paysan nicaraguayen. »

Le gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua est aujourd'hui plus menacé que jamais.

L'impérialisme américain déploie ses « forces énormes » en Amérique centrale et dans les Caraïbes comme au Moyen-Orient, dans le cadre politique qui lui est donné par la politique contre-révolutionnaire mondiale de la bureaucratie du Kremlin. Justifiant la présence des forces militaires de la bureaucratie en Afghanistan, Andropov avait tenu, dans une

interview au journal allemand *Der Spiegel*, à manifester sa compréhension à l'égard de l'impérialisme américain : « On ne peut oublier que cela se passe à notre frontière commune et ce qui se passe en Afghanistan ne nous est pas indifférent. Pour donner un exemple, on peut se demander si le gouvernement qu'il peut y avoir au Nicaragua serait sans importance pour les USA. »

Cela n'a pas été « sans importance » à Grenade. Ce n'est pas « sans importance » au Nicaragua.

La défense de la révolution nicaraguayenne est aujourd'hui une tâche vitale pour la classe ouvrière de tous les pays, pour tous ceux, intellectuels, démocrates, qui se prononcent pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La nécessité devant laquelle l'impérialisme se trouve d'agir par la force des armes sans que soient réunies les conditions politiques de son action procède de sa crise, de la montée du mouvement révolutionnaire des masses. Reagan joue avec le feu de la révolution.

Malgré la suprématie militaire disproportionnée dont bénéficie l'opération militaire montée contre Grenade, les difficultés que les représentants de l'impérialisme doivent reconnaître dans la réalisation de leur sanglante « pacification » témoignent de cette réalité primordiale.

Dans toute l'Amérique centrale, dans toute l'Amérique latine, les masses se mobilisent contre l'agression US. Au Nicaragua, tout un peuple se dresse en armes autour du gouvernement du FSLN, pour défendre les acquis de la révolution et l'indépendance nationale.

A La Paz, en Bolivie, une puissante manifestation a encerclé le consulat des Etats-Unis ; au Mexique, au Costa-Rica, d'autres manifestations ont eu lieu.

Aux Etats-Unis, dans plusieurs villes, comme à Detroit, des manifestations se sont improvisées dès l'annonce de l'agression. Ce n'est que la première expression d'un mouvement profond qui, comme lors de la guerre du Vietnam, mobilisera le peuple américain contre la politique de l'impérialisme en Amérique centrale.

En Europe également, dans toutes les capitales, de premières manifestations ont eu lieu. A Paris déjà, le PCI a été à l'initiative de la première manifestation en direction de l'ambassade américaine.

Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », dans tous les pays où elles agissent, se placeront au premier rang du combat pour que l'unité de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, du socialisme, de l'anti-impérialisme se réalise, pour la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Contre l'agression US contre Grenade !

Pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces d'agression impérialistes !

Pour le droit du peuple de Grenade à disposer de lui-même !

Pour la défense du gouvernement légitime du Nicaragua contre l'entreprise économique, diplomatique, militaire visant au renversement de ce gouvernement !

Contre le blocus et les menaces militaires exercées à l'encontre de Cuba !

Pour le retrait des troupes US d'Amérique centrale ! »

Le 28 octobre 1983.

Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».



Le 26 octobre à Paris, les militants du PCI, section française de « IV^e Internationale (CIR) », manifestent contre l'intervention US à Grenade.

LE NICARAGUA FACE A L'AGRESSION IMPÉRIALISTE (II)

A propos d'une exploitation politique

Nous publions la seconde partie du reportage de M. Orozco après son séjour au Nicaragua. Il revient notamment sur le problème de la communauté des Indiens Miskitos.

Le « cas Miskito »

On sait qu'en mars 1982, il y a eu une dénonciation auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA en relation avec le fait que « le gouvernement du Nicaragua avait violé les droits de l'homme des Indiens Miskitos de la région orientale (côte Atlantique) du pays ». Le problème était centralement lié au déplacement des communautés de Miskitos hors des régions où se produisaient des chocs armés (cf. « Le cas Miskito », par Roxane Dunbar, professeur d'histoire et d'études interaméricaines à l'université d'Etat de Californie).

inclut de même tous les Miskitos quand on parle de querelle avec le gouvernement et on mentionne rarement le fait que de nombreux Miskitos sont sandinistes, et que des villages entiers ont accueilli la révolution comme étant la leur, sans crainte aucune de perdre leur culture ou leur langue. »

Comme le dénonce également Roxane Dunbar Ortiz, l'évidence d'un plan couvert par les Etats-Unis pour recruter et manipuler les Miskitos dans la région frontalière est maintenant bien connue. Le plan, signale-t-elle, tel qu'il s'est développé, a un air familier pour les soldats et officiers des USA qui ont opéré dans les régions à la frontière

rouge » préparé pour provoquer un mouvement de sécession chez les Miskitos. Steadman Fagoth Müller (métis miskito et ex-agent et informateur de Somoza) a été mentionné comme étant le dirigeant de l'opération, ainsi que quelques pasteurs moravos et des personnes de l'« Agence protestante pour l'aide au développement ».

Selon les sources sandinistes, le plan a commencé à se développer à la fin de novembre 1981 par une série d'attaques criminelles qui se sont intensifiées dans la seconde moitié de décembre. Pendant ce temps, Fagoth transmettait par radio de terribles menaces disant aux Miskitos que les avions sandinistes allaient venir bombarder leurs villages pour les punir parce qu'ils croyaient qu'ils étaient avec la révolte, en même temps qu'il leur annonçait qu'ils devaient tout de suite traverser le fleuve frontalier et aller aux camps de réfugiés au Honduras.

Quelques-uns ont traversé et près de 10 000 Miskitos sont dans ces camps où ils subissent toutes sortes de souffrances et où on prétend les intégrer de force aux bandes contre-révolutionnaires. Laissons quelques-uns de ces Miskitos évadés de ces camps raconter eux-mêmes leur vie.

Le 4 août de cette année, durant notre visite au Nicaragua, nous avons écouté, dans l'église Morava de Managua, dans une conférence de presse, le témoignage d'un groupe de Miskitos qui avaient été impliqués dans la « contra ». Plusieurs jours auparavant, Tomas Borge a annoncé la libération de ce groupe de 46 Miskitos, grâce à une démarche de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (CNPPDH).

Milton James, un des Miskitos qui ont pris la parole, a quitté le Nicaragua en mai 1981 avec Steadman Fagoth, jusqu'à Puerto Lempira, au Honduras.

« Vous savez pourquoi vous êtes venus ici ? » leur a demandé l'ancien agent de la sécurité somoziste. Les Miskitos ont répondu par la négative. « Vous êtes venus vous entraîner et vous battre contre le gouvernement du Nicaragua », les a-t-il informés.

« Nous avons eu peur et nous sommes restés »

Durant deux mois, les Miskitos ne se sont nourris que de mangues, et au bout de ce temps on les a envoyés, après une sélection, à Mokoron, pour recevoir un entraînement de trois mois. De là, James et 200 autres Miskitos ont été transférés au camp de Lazatinli, où ils étaient instruits par d'ex-gardes somozistes. Ceux-ci, selon ce que raconte James, les humiliaient, et comme la situation n'était pas du goût des Indiens, un problème a jailli. « Un jour, Fagoth est arrivé avec le capitaine Leonel Luque (de l'armée du Honduras) et nous lui avons présenté le problème. Fagoth nous a menacés de mort, et effectivement, quelques jours plus tard, quand deux Miskitos ont tenté de retourner dans leurs communautés d'origine au Nicaragua, les somozistes leur ont tendu une embuscade et les ont tués. A ces morts, nous nous sommes dressés, et cela a fait toute une affaire. Il y avait des fusils M-16 et les « Espagnols » qui étaient là les ont armés et nous ont menacés : « Si vous partez, nous vous tuerons » ont-ils dit. De nouveau, nous avons eu peur et nous sommes restés. »

Quand, une semaine plus tard, Fagoth et Luque sont revenus au camp, les Miskitos ont de nouveau exposé la situation et la réponse a été la même. « Mais même s'il en était ainsi, nous sommes revenus. » Les deux cents occupants du camp ont commencé à sortir vers Puerto Lempira et se sont dispersés dans les communautés indiennes durant deux mois, quelques-uns sont devenus pêcheurs. Milton a été employé sur un bateau.

A l'occasion d'une arrivée sur la terre ferme, il a trouvé un ordre émanant des autorités honduriennes : « Tous les jeunes Nicaraguayens au Honduras devaient regagner leur camp. » Les gardes honduriens les ont capturés et les ont amenés au camp. Là, on leur a dit qu'ils allaient travailler comme instructeurs au Nicaragua.

Ils ont marché pendant 15 jours jusqu'à arriver à Sandy Bay, où ils opéraient par trois. James a été assi-

gné au travail d'entraînement à Dakura. Mais les deux autres se montraient autoritaires, « ils voulaient dominer la communauté et cela ne m'a pas plu, je suis retourné au Honduras ».

En retournant vers le territoire hondurien, il a rencontré Fagoth à une occasion, et une autre fois, un certain Carvajal. Ceux-ci le menaçaient de mort s'il ne s'intégrait pas aux troupes somozistes. « Je leur disais que oui, mais je leur mentais. Mais j'ai pensé que si j'allais mourir au Honduras, il fallait mieux que je retourne mourir sur ma terre. Au début, je ne voulais pas revenir parce qu'on me disait qu'on allait m'arrêter et me tuer, mais je suis revenu par le même chemin que celui par lequel j'étais parti et je me suis rendu aux autorités. »

Il est resté détenu 18 jours. « J'ai été bien traité et ensuite ils m'ont libéré. Maintenant, je suis intégré à mon peuple. »

M. Orozco.

Condamnation de l'agression US contre Grenade

« Le ministère de l'Extérieur de la République du Nicaragua condamne de la façon la plus catégorique l'invasion de Grenade par les Etats-Unis, fait qui ne peut manquer d'être interprété comme une nouvelle agression contre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, et comme une violation envers le droit inaliénable des peuples à décider de leur propre destin libre d'interventions étrangères. »

L'invasion de Grenade par les Etats-Unis est une nouvelle manifestation de l'arrogance impériale qui fait que le gouvernement des Etats-Unis agit constamment contre les normes du droit international et la Charte des Nations-Unies.

Indépendamment des regrettables événements internes qui ont abouti à la mort du Premier ministre Maurice Bishop et d'autres membres du cabinet de son gouvernement, dont la toile de fond n'a pas été élucidée comme il se doit, rien ne justifie l'intervention de troupes nord-américaines à Grenade, pas plus que les arguments immoraux invoqués par le gouvernement nord-américain pour justifier l'invasion.

Cette invasion mérite la condamnation la plus claire et la plus catégorique de la part des pays latino-américains et des Caraïbes, et de la part de la communauté internationale dans son ensemble.

Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle exige le retrait immédiat des troupes d'invasion des Etats-Unis du territoire souverain de Grenade, ainsi qu'au mouvement des pays non alignés pour qu'ils mobilisent tous les moyens politiques et moraux à leur disposition en défense de la souveraineté d'un peuple frère. »

L'accusation, fondée sur le témoignage de deux Miskitos oppositionnels au gouvernement, comprenait trois aspects : 1/ que les communautés de Miskitos ont été déplacées contre leur volonté ; 2/ que les Miskitos ont été choisis en punition, en tant que groupe ethnique ; 3/ que leur déplacement était un simple prétexte pour les intégrer brusquement dans l'économie nationale.

Le gouvernement sandiniste, pour sa part, montrait à l'évidence que : 1/ les Miskitos qui ont été déplacés (37 des 250 communautés) étaient conscients de la nécessité du déplacement et ont participé à son déroulement, bien que tous n'étaient pas contents ; 2/ toute la population — pas seulement les Miskitos — dans la région du fleuve Coco, à la frontière avec le Honduras, a été déplacée par l'évacuation ; 3/ la cause de l'évacuation était le conflit armé.

Une population de 70 000 personnes

La population miskita actuelle au Nicaragua compte environ 70 000 personnes. Les 30 000 afro-américains, créoles anglophones du sud-est du Nicaragua, ainsi que les Sumos (qui sont près de 6 700) sont très souvent inclus quand on parle de la région et de la population miskita, grâce à quoi on en double généralement le nombre. A ce propos, Roxane Dunbar Ortiz dit : « On

du Laos, du Vietnam, du Kampuchea et de Thaïlande dans les années 1960. La CIA y a développé des programmes pour recruter et entraîner le peuple homg comme une armée secrète de la CIA.

La conclusion est claire : le plan des Etats-Unis est de faire de ces Indiens de la chair à canon, en les manipulant par de multiples moyens (y compris les sectes religieuses), en les subordonnant, en les trompant par de fausses promesses.

Les Etats-Unis et les somozistes violent ainsi les droits de l'homme des Miskitos. La réinstallation avait pour objectif de les protéger du plan de la CIA.

Cependant, les sandinistes ne peuvent occulter qu'en ce qui concerne ce problème, ils ont commis certaines erreurs. Dans une certaine mesure, c'est ce qu'accepte le commandant Tomas Borge quand il affirme que « nos jeunes cadres ont débarqué sur la côte Atlantique en ignorant tout des caractéristiques de cette minorité ethnique. Ils leur ont demandé de façon très mécanique d'appuyer la révolution ». (Le Monde, 16 septembre 1983).

L'opération « Noël rouge »

Au début de 1982, le gouvernement sandiniste a dénoncé l'existence d'un plan dit « opération Noël

APRES L'INVASION DE GRENADE

Une déclaration de la junte gouvernementale du Nicaragua

La junte du gouvernement de reconstruction nationale, à l'issue d'une réunion d'urgence avec la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale qui s'est tenue aujourd'hui, s'adresse à l'héroïque peuple du Nicaragua et aux gouvernements et aux peuples du monde entier pour dénoncer les menaces de plus en plus graves qui pèsent sur notre patrie, car le gouvernement des Etats-Unis est en train d'accélérer ses plans d'agression sur une plus grande échelle, qui englobent le Nicaragua et le Salvador.

L'arbitraire et inqualifiable occupation militaire de Grenade réalisée aujourd'hui par des troupes d'intervention des Etats-Unis ne fait que confirmer clairement la volonté guerrière de l'Administration nord-américaine. Nous devons être plus que jamais en alerte et nous préparer de façon la plus décidée et de toutes nos forces à affronter toutes sortes d'agressions contre notre souveraineté et notre révolution.

En même temps que l'invasion de Grenade, le gouvernement nord-américain a convoqué à Tegucigalpa une réunion des chefs militaires du Guatemala, du Salvador et du Honduras, dans le cadre de la tristement célèbre CONDECA, afin de décider de plans concrets d'agression contre le Nicaragua, à un moment où se trouve une concentration de troupes yankees au Honduras, où les flottes de guerre des Etats-Unis restent dans nos mers et où il y a une recrudescence d'attaques terroristes contre notre territoire.

Le gouvernement révolutionnaire est au courant de plans de la CIA visant à provoquer des attaques militaires et des attentats contre des objectifs économiques aussi bien sur le territoire du Honduras que sur celui du Costa Rica pour en rendre responsable notre pays et avoir ainsi un prétexte pour déclencher une agression majeure contre le Nicaragua, plans qui sont prévus pour se dérouler à brefs délais. La junte de

gouvernement dénonce à l'avance devant la conscience du monde ces plans criminels qui ont pour but de monter dans l'escalade un conflit auquel le gouvernement américain s'entête à refuser de trouver des solutions pacifiques.

Le gouvernement des Etats-Unis a fait fi jusqu'à présent de toutes les initiatives de paix menées par le Nicaragua au sein de la Contadora et a ignoré les projets de traités de paix et de sécurité remis au Département d'Etat même par notre pays. La superbe, le manque de réflexion et la prépotence qui guident la conduite de l'Administration nord-américaine peuvent conduire à une guerre généralisée en Amérique centrale. Nous voulons alerter les gouvernements responsables du monde sur le danger de guerre qui peut encore être évité et lancer un appel pour se saisir de tous les moyens à la portée de la communauté internationale, capables d'arrêter l'escalade de l'agression contre le Nicaragua et le Salvador, de même que pour le retrait immédiat des forces d'invasion de Grenade.

Aujourd'hui plus que jamais, nous, Nicaraguayens, nous devons être décidés à prouver que nous sommes prêts à accomplir avec patriotisme et discipline toutes les tâches qu'impose la situation d'urgence présente, pour consolider la défense de la patrie.

En ces moments, tout le peuple doit être uni et ferme aux côtés de son avant-garde et aux côtés de son gouvernement révolutionnaire.

Fait à Managua le vingt-cinq du mois d'octobre mille-neuf-cent-quatre-vingt-trois, année de lutte pour la paix et la souveraineté.

Le peuple uni ne sera jamais vaincu.

Le peuple armé ne sera jamais écrasé.

La patrie libre ou la mort. »

Managua, le 25 octobre 1983

« Respectez la volonté populaire ! Grève générale ! »

LES travailleurs des hauts fourneaux de Sagunto avaient décidé le vendredi 21 octobre, dans leurs assemblées respectives, d'ouvrir une nouvelle période de mobilisation. La commission des négociations (entre le gouvernement et les syndicats) devait se réunir dans les semaines suivantes pour examiner l'avenir d'AHM. Le projet du gouvernement était d'échelonner la fermeture jusqu'au 1^{er} janvier 1984.

Pendant ce temps, le conseil de la Généralitat valencienne (gouvernement régional de Valence) a décidé de demander au gouvernement de Madrid de geler toute mesure de fermeture d'AHM. Le congrès de l'UGT de Valence, qui s'est tenu les 8 et 9 octobre, s'est prononcé dans le même sens.

Miguel Campoy, président du comité d'entreprise d'AHM, a déclaré le 30 octobre : « Ils ne fermeront Sagunto que si l'armée intervient ou s'ils coupent les approvisionnements en charbon ou en électricité. »

Les travailleurs de Sagunto sont prêts à aller jusqu'au bout. Le mercredi 2 novembre, le comité d'entreprise a proposé d'annuler la marche sur Madrid, alors que déjà 80 autocars avaient été loués, car il semblait que la réunion de la commission de négociations allait être décommandée par le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur, Barionuevo, a menacé de faire intervenir la police.

L'assemblée du 2 novembre, dans le stade Fornos de Sagunto, a décidé de maintenir la marche sur Madrid. Qui plus est, la proposition de remettre les signatures à l'issue d'une manifestation devant les Cortes a été acceptée. Gregorio Peces-Barba, président des Cortes, a reçu un télégramme lui annonçant que le 4 novembre à midi, les signatures lui seraient remises.

Pour la quatrième fois, tous les travailleurs de Sagunto, avec leurs femmes et leurs enfants — environ 6 000 personnes — sont allés à Madrid. Pour la dixième fois depuis mars dernier, ils se sont mis en grève.

Ils sont arrivés à Madrid à l'aube, les autocars se sont garés dans les jardins du Retiro. Des délégations d'usines, des employés des banques, des groupes de travailleurs — parmi eux des militants du POSI — sont venus les accueillir.

Les plus décidés ont dit qu'il fallait aller aux Cortes. Celles-ci étaient entourées par la police. A midi et demi, 6 000 travailleurs de Sagunto appuyés par des délégations de Madrid sont arrivés aux Cortes. Les cris ne laissaient pas d'équivoque : « Députés, respectez la volonté populaire ! », « Pas un pas en arrière, grève générale ».

Virgilio Zapatero, secrétaire d'Etat pour les relations avec les Cortes, a dû recevoir une délégation, les 700 000 signatures recueillies lui ont été remises.

Dans l'après-midi devait se réunir la commission de négociations au ministère de l'Industrie. Tous étaient devant l'édifice à six heures. Le gouvernement a reporté la réunion et les représentants syndicaux ont été délogés par la police.

A dix heures et demie du soir, les travailleurs de Sagunto étaient toujours là. Ils ne voulaient pas partir. Les représentants du comité d'entreprise ont proposé de retourner à Sagunto et d'y tenir une assemblée pour préparer la grève générale. La réponse a été unanime : il faut décider une date.

L'impasse avait été brisée, préparer la grève générale est la tâche la plus urgente, la majorité ouvrière aux Cortes doit abolir le décret de fermeture de Sagunto. D'ores et déjà, face à la reprise de la mobilisation directe, l'INI (Institut national de l'industrie) n'a pas effectué la fermeture prévue d'autres hauts fourneaux à Sagunto.

Organiser et centraliser l'action autour de la défense de Sagunto, c'est là l'activité la plus précieuse de toute la classe ouvrière. Alors que sont annoncés 20 000 nouveaux licenciements dans les chantiers navals, la fermeture de ceux de Ferrol et de la Ria de Bilbao, lutter pour ceux de Sagunto, c'est lutter contre tous les licenciements.

Paradoxalement, le jour même de la remise des signatures, les Cortes étaient réunies en séance plénière. Le président Felipe Gonzalez proposait des mesures « anti-terroristes » comme jamais aucun gouvernement de l'UCD n'en avait proposées. Comme l'ont bien déclaré les policiers : « Maintenant, nous avons carte blanche pour torturer ». 100 000 travailleurs et jeunes basques, en manifestant le 5 novembre à Bilbao à l'appel d'Herri Batasuna, ont apporté une première et grande réponse à ces nouvelles mesures répressives.

Pour la majorité du PSOE et du PCE aux Cortes, il n'y a que deux voies possibles : ou bien gouverner dans le sens de la volonté populaire, en votant contre les licenciements, contre la répression, pour l'amnistie des prisonniers basques, ou bien gouverner dans le cadre de la soumission à la monarchie continuiste du franquisme.

Choisir la seconde voie, cela signifie chasser des milliers de travailleurs de leur poste de travail, tandis que militaires, policiers et banquiers félicitent et applaudissent le gouvernement faisant la sourde oreille au mandat populaire.

Respecter la volonté populaire, c'est rompre avec le vieux monde franquiste.

A.C.

Un gouvernement

Le 20 septembre s'est ouverte — après la parenthèse de l'été — la session des Cortes. La discussion sur « l'état de la nation » a été le thème choisi par le président Gonzalez pour faire le bilan de 10 mois de gouvernement. Dans le discours du président, pas un mot sur Sagunto, ni sur Rumasa (1), ni non plus sur l'OTAN. La majorité des députés — appartenant au PSOE — ont applaudi avec peu d'enthousiasme dans une session où ils n'avaient même pas droit à la parole.

SANTIAGO Carrillo, au nom du PCE, s'est employé à une virulente dénonciation du gouvernement ; sous le titre trompeur « Une autre politique est nécessaire », Carrillo a accusé le gouvernement d'être vendu à l'impérialisme et au capitalisme. Avec un langage faussement radical, le vieux renard stalinien montrait sa préoccupation face à la vague de mécontentement populaire que provoque la politique du gouvernement et les dangers que cela représente pour « la stabilité de la démocratie », c'est-à-dire le maintien de la monarchie.

De son côté, Manuel Fraga, dirigeant de l'Alliance populaire — conglomérat des familles franquistes —, déclarait : « Nous sommes prêts à collaborer, nous ne faisons pas obstruction, il est bon d'avoir de la patience, nous sommes disposés aux pactes... »

Cette session véritablement anti-parlementaire n'a été qu'un reflet déformé de la réalité sociale et politique.

I- Les institutions de la monarchie exigent plus

Tous se retranchent derrière le gouvernement. Dans une crise mortelle, ils savent que seul le gouvernement Gonzalez peut en ce moment assurer la survivance du régime. Mais leur volonté est offensive, ils exigent du gouvernement qu'il aille plus loin contre les travailleurs et les peuples. Une bonne partie de la presse déchaîne une campagne contre certains ministres, ceux que l'on présente comme l'aile gauche, pour que le président les destitue — le vice-président Alfonso Guerra, le ministre de la Santé, Lluch, ou celui des Affaires extérieures, Fernando Moran. A partir de ces mêmes organes de presse est organisé le soutien à l'équipe économique des ministres Boyer, Solchaga y Almunia, et le ministre de l'Intérieur Barionuevo, devenu défenseur inconditionnel de la Garde civile et des secteurs les plus ouvertement franquistes de la police.

La Jujem (état-major de l'armée) déclare publiquement que l'Espagne doit s'intégrer pleinement à l'OTAN, car cela donnerait plus de force à la lutte contre le terrorisme et renforcerait l'Etat, même si cela représentait une inévitable limitation du pouvoir de Madrid. En même temps, au sein de l'armée s'élèvent les voix de ceux qui réclament l'amnistie pour les putschistes du 23 février.

Le général Fernando Soteras Casamayor, capitaine général de la VII^e région militaire dont le siège est à Valladolid, a défendu publiquement les putschistes en insistant sur la nécessité d'un pouvoir militaire autonome dépendant seulement du roi. Selon la Constitution, le gouvernement a pouvoir sur

l'état-major, mais en même temps le roi est la plus haute autorité militaire de l'état-major.

Le général Soteras a été formellement suspendu par le gouvernement. Mais celui-ci a auparavant discuté avec le roi et l'état-major. L'armée, après l'échec du coup d'état du 23 février et la victoire des masses du 28 octobre 1982, est loin d'être unie. La suspension du général a été décidée d'un commun accord parce qu'on comprend que des déclarations comme celles de Soteras creusent encore plus les brèches et approfondissent la crise de l'Etat.

L'Eglise catholique a lancé ces mois-ci une dure campagne contre le gouvernement, par le biais de la « commission de défense de la vie » elle a recueilli un million de signatures contre le projet sur l'avortement présenté par le gouvernement. En outre, elle a rédigé un catéchisme — qui doit être obligatoirement utilisé dans tous les écoles publiques et privées puisque la religion est une matière obligatoire — où elle identifie la guerre à l'avortement et au terrorisme. Le caractère inquisiteur de l'Eglise catholique, l'exigence que ses privilèges étendus par le franquisme ne soient pas touchés ne s'apaisent pas, malgré la concession par le gouvernement d'une subvention pour l'enseignement de 120 000 millions de pesetas, 30 % de plus que les gouvernements de l'UCD.

Toutes les institutions de la monarchie tentent de tirer profit des échecs du gouvernement. Et toutes conspirent contre la majorité issue des élections d'octobre 1982. Au centre de la contre-offensive se trouve le tribunal constitutionnel, dont le président est nommé par le roi.

Ce tribunal a déclaré en août l'inconstitutionnalité de la LOAPA, loi qui prétendait réduire les statuts d'autonomie délimités de l'Euskadi et de Catalogne. Le plus grave de la sentence du tribunal est qu'il s'autodésignait comme le seul interprète de la Constitution, niant ouvertement aux Cortes leur caractère constituant.

Toutes les lois sujettes à polémiques, sur l'avortement, l'enseignement, l'expropriation de Rumasa, etc., ont été contestées par l'Alliance populaire de Fraga auprès de ce tribunal. L'action de ce tribunal dépend directement de la monarchie, c'est l'offensive institutionnelle pour contrôler le gouvernement, contrôle que le roi a voulu réaffirmer en présidant le Conseil des ministres en août.

2- La politique économique du gouvernement Gonzalez

Le ministre de l'Economie, Miguel Boyer, a présenté à la fin septembre le budget de l'Etat pour 1984. La clé de ce budget est une augmentation de 30 % des impôts, une diminution substantielle des

coûts des entreprises et la « modération salariale » : pour une inflation dont on prévoit qu'elle sera de l'ordre de 8 %, des augmentations de salaires de 6,5 %.

Tout cela est complété par la flexibilité du marché du travail ; en 1983, 54,14 % des travailleurs sous contrat, soit un total de 130 397 personnes, ont été des travailleurs temporaires. Avec un chômage officiel de 2 275 000 personnes, soit 17,29 %, on annonce la réduction substantielle du personnel dans les entreprises publiques et un plan de reconversion industrielle de 50 000 licenciements directs, et jusqu'à 200 000 licenciements indirects dans les secteurs de la sidérurgie, des chantiers, du textile, de l'électroménager... La fermeture des hauts fourneaux de Sagunto est le début de ce plan de désindustrialisation qui doit être appliqué dans un délai de quatre ans. La formulation globale de ce plan économique est le plan de quatre ans que le gouvernement veut faire accepter et appliquer par les syndicats.

La réponse des dirigeants syndicaux ne s'est pas faite attendre, aussi bien Camacho des CCOO que Nicolas Redondo de l'UGT se sont montrés réticents. Redondo qui affirme soutenir « de façon critique » le gouvernement considère que ce qui se passe est intolérable.

Pendant ce temps, le CEOE (le patronat), bien qu'il critique, avec l'AEB (le patronat des banques), l'augmentation de deux points du coefficient de caisse (argent liquide en réserve), il affirme être d'accord en ligne générale avec le budget de l'Etat, même s'il considère excessive l'augmentation des dépenses publiques et l'augmentation de la pression fiscale sur les entreprises.

Un rapport de la Banque de Bilbao résume la situation économique : la répartition entre la rente du capital et celle du travail a reculé de 10 ans.

Les Cortes ont approuvé, par le biais de la majorité PSOE, le budget. Se soumettant aux intérêts politiques et économiques du franquisme, les Cortes ne peuvent pas gouverner en faveur des travailleurs, de l'immense majorité. La démocratie est incompatible avec des Cortes respectueuses de la monarchie.

3- L'enjeu de Sagunto

La volonté politique et économique du gouvernement ne parvient pas à modérer les affrontements de classes. La bipolarisation politique s'accroît aux extrêmes. L'Eglise a recueilli un million de signatures contre l'avortement. Un autre million a été recueilli pour exiger un référendum sur l'OTAN, bien que le gouvernement ait promis sa tenue en 1984 ou 1985. En deux mois, les travailleurs de Sagunto ont obtenu plus de 600 000 signatures pour un projet de loi alternatif au décret-loi qui ferme leur usine.

Sagunto a été une campagne des travailleurs, les dirigeants ont gardé le silence, quand ils n'ont pas boycotté le recueil de signatures.

Sagunto est devenu pour les travailleurs et pour les peuples l'avant-garde du rejet de la politique continuiste du ministère de l'Industrie et du gouvernement.

Leur exigence de la démission de Boyer (ministre de l'Economie) et

qui vieillit vite



F. Gonzalez.

de Solchaga (ministre de l'Industrie) signale que Sagunto s'appuie, dans sa résistance, sur la victoire remportée le 28 octobre, c'est-à-dire sur les rapports politiques que personne ne peut oublier.

Sagunto traverse la crise de toutes les organisations ouvrières et est au centre de toute action en défense des postes de travail. Ainsi, lors du XVIII^e Congrès de l'UGT Métal, la représentation syndicale de Sagunto n'a pas participé. Le ministre du Travail Almunia a pu déclarer impunément : « Les postes de travail ne sont pas propriétés privées. » Le même 8 octobre s'ouvrait le congrès de l'UGT de Valence et 52 % des délégués ont quitté le congrès.

Toutes les forces sociales et politiques se définissent face à Sagunto. Le 20 septembre, alors que les Cortes tentaient d'ignorer l'affaire, l'éditorial d'*El País* (journal au plus fort tirage) disait : « A Sagunto, il y a plus de choses en jeu qu'un train de refroidissement ou que l'emploi des ouvriers de l'usine : ce qui se joue c'est la crédibilité en la capacité du gouvernement à donner une réponse à tant de contradictions réunies. En somme, c'est la première épreuve sérieuse qu'a ce cabinet pour démontrer précisément qu'il sait gouverner. » En effet, c'est cette conscience qui animait les travailleurs de Sagunto quand ils sont allés par trois fois tous en manifestation à Madrid, devant le ministère, devant les Cortes, devant

le gouvernement, quand, répartis en brigades, ils sont allés en Catalogne, en Euzkadi... pour demander la solidarité.

Et c'est aussi maintenant, au moment où la mobilisation avait atteint son niveau le plus haut, au moment où était posée la question que les Cortes légifèrent en faveur de Sagunto, que le gouvernement s'est vu dans l'obligation de reculer, de reporter la fermeture de l'usine du 1^{er} juillet 1983 au 1^{er} janvier 1984, pour pouvoir manœuvrer. L'action de l'appareil des Commissions Ouvrières a réussi pour le moment à paralyser la lutte, en acceptant la fermeture d'un secteur (le train 28) et en faisant le silence sur la remise des signatures aux Cortes.

Dans l'impasse actuelle, il est significatif de voir la position des forces en présence : le ministre de l'Industrie Solchaga déclare : « Je ne sais pas s'il est possible que cela (les signatures) parvienne au Parlement, et si celui-ci est compétent pour obliger le gouvernement à changer d'attitude. Ce que je dis c'est que, si cela arrivait, obligeant le gouvernement à faire marche arrière, je retournerais à la maison ». *Mundo Obrero*, organe du PCE, se félicite de ce que « pour le moment, la bombe de Sagunto a été désamorcée ». Ils se félicitent d'être parvenus à faire passer momentanément le conflit dans une commission de négociations avec le gouvernement, commission dont on ne

peut attendre que la fermeture échelonnée et la création de « quelques postes de travail alternatifs ».

Pendant ce temps, la commission de jeunes de Sagunto a organisé le 8 octobre une nouvelle marche vers Valence et a déclaré sur les signatures : « Tout le peuple est allé les chercher, nous allons tous les remettre. »

Les épées restent dégainées, la polarisation sociale augmente. Durant tout l'été, le peuple basque, rejetant le drapeau de la monarchie, a réaffirmé son exigence de liberté et d'indépendance ; en Andalousie, des milliers de journaliers occupent les grandes propriétés à Séville, Cordoue, Grenade, Cadix, et sont évacués par la garde civile. Dans les chantiers navals d'El Ferrol, de Vigo, de Gijon, des manifestations massives ont commencé en septembre contre les plans de reconversion, de nouveaux Sagunto sont en marche. Le gouvernement Gonzalez, après un an d'existence, est confronté aux vieux problèmes, soumis à la monarchie.

L'intérêt des travailleurs et des peuples réclame de rompre avec cette soumission.

Andreu Camps,
17 octobre 1983

(1) Rumasa est un holding exproprié en décembre 1982 parce qu'il était au bord de la banqueroute. Il contrôle quelque 500 entreprises. Le gouvernement veut maintenant les repriver.

L'actualité des revendications nationales

La lutte de la Catalogne et d'Euzkadi pour leur souveraineté nationale a historiquement été un levier de premier ordre de la révolution en Espagne, une tâche démocratique que la bourgeoisie espagnole n'a jamais été capable de mener à son terme.

Après quarante ans de franquisme et sept ans de monarchie continuiste, l'exigence de souveraineté nationale non seulement n'a pas disparu mais a acquis une force plus grande encore. La survie d'un appareil d'Etat couronné par la monarchie et l'armée constituée contre la classe ouvrière et les peuples entre en contradiction quotidienne avec les revendications nationales.

La réforme du franquisme a formellement conduit dans la Constitution à la structuration de l'Etat comme un Etat des autonomies, où toutes les nations et régions auraient des droits égaux. En réalité, ce n'était là qu'une vaste manœuvre contre les droits des nationalités et le maintien à peine voilé d'un centralisme oppresseur féroce.

Mais même si l'Euzkadi et la Catalogne avec des statuts d'autonomie respectueux de la Constitution monarchique restent à l'avant-garde des droits nationaux, d'autres nationalités et régions où les revendications nationales ne s'étaient presque pas exprimées à l'époque précédant le franquisme exigent aujourd'hui des droits déniés par la Constitution. C'est-à-dire que nous nous trouvons face à l'apparent paradoxe où la bourgeoisie espagnole, incapable de résoudre les problèmes de libération nationale existants, a contribué à en créer de nombreux autres.

1 - Euzkadi debout

A partir de la décision en juillet de la mairie basque de Tolosa de renvoyer à Madrid le drapeau de la monarchie, a éclaté ce qu'on appelle la « guerre des drapeaux ».

La décision de la mairie basque a été portée devant le procureur général de l'Etat. Après que le drapeau de la monarchie a été brûlé à Renteria (autre municipalité basque), la police a occupé la mairie et a hissé de nouveau le drapeau. A Bilbao, la plus grande ville d'Euzkadi, la mairie avait décidé de ne hisser aucun drapeau pour éviter des incidents. Sur ordre du gouvernement, la police a occupé la mairie et a hissé le drapeau royal. Il en est allé ainsi dans des dizaines de villes et de villages basques, à l'initiative d'Herri Batasuna.

A la fin du mois d'août, des inondations ont détruit une bonne partie de l'industrie basque. Pour le ministre de l'Industrie, cela a été le motif pour accélérer les plans de reconversion industrielle. Le peuple basque, la jeunesse à sa tête, s'est consacré à la tâche de déblaiement de Bilbao et des villages sinistrés, face à l'impuissance de la police, de la garde civile et des services de sauvetage.

Environ 100 morts, un milliard de pesetas de pertes, tel a été le résultat de la catastrophe ; le combat pour la reconstruction d'Euzkadi — déniée par le budget de l'Etat — est lié à la lutte pour la liberté d'Euzkadi.

Hisser l'Ikurrinâ (le drapeau basque), brûler le drapeau de la monarchie, c'est là le symbole d'un peuple qui pour être libre doit rompre avec la monarchie.

2 - La Catalogne, un Parlement sans souveraineté

Le 11 septembre, jour de la fête nationale catalane, 40 000 manifestants exigeaient la pleine souveraineté, l'autodé-

termination. Le statut d'autonomie octroyé ne donne même pas droit au catalan comme langue officielle. Y compris une timide loi qui consacre le bilinguisme a été considérée comme inconstitutionnelle par le gouvernement.

ERC (Esquerra Republicana de Catalunya), parti nationaliste historique, propose la réforme de ce statut, pour obtenir le maximum de compétence figurant dans la Constitution. Mais cette demande si modeste peut être difficilement assumée par le PSOE, car même si le Parlement de Catalogne l'approuvait facilement, cette décision devrait ensuite passer devant les Cortes de Madrid.

Un Parlement sans souveraineté, sans capacité de légiférer, c'est là le symbole de l'escroquerie que suppose l'actuel statut. C'est aussi le mot d'ordre de lutte d'un peuple pour son autodétermination.

3 - Galice, Valence, et... Andalousie

Le 25 juillet, jour de la patrie galicienne, 20 000 manifestants exigeaient la souveraineté à Saint-Jacques-de-Compostelle. Quelques centaines de mètres plus loin, le roi remettait l'offrande à Saint-Jacques l'Apostole (patron de l'Espagne), déclarant « l'obligation d'honorer le drapeau de l'Espagne ». Au compte du Bourbon, la police chargeait les manifestants pour les empêcher d'entrer dans la vieille ville.

Au mois de septembre, le Bloc national galicien (parti nationaliste radical) a lancé une campagne de soutien aux trois députés expulsés du Parlement galicien pour avoir refusé de prêter serment à la Constitution.

La majorité du PSOE galicien est confrontée à la direction de l'Etat parce qu'elle réclame plus de compétences pour le statut d'autonomie. Le peuple galicien, peut-être le plus retardé politiquement, se réveille en exigeant la liberté face au centralisme.

A Valence aussi, il y a un Parlement régional et un gouvernement, avec une majorité du Parti socialiste. La mobilisation de Sagunto a mis en évidence le caractère de ces institutions. Leur prise de position est la suivante : « Nous ne voulons pas d'un pantin pour président. »

Et en Andalousie, là où a d'abord été électoralement battu le gouvernement de l'UCD dans des élections régionales le 23 mars 1982, un gouvernement appelé Junte d'Andalousie s'est constitué. La Junte, au nom de la réforme agraire, a demandé au gouvernement que les propriétés expropriées de Rumasa soient contrôlées par elle-même. C'était le reflet du puissant mouvement de masse, avec les occupations de terre qui avaient lieu.

Toutes ces actions ont à leur tête le drapeau andalou, inconnu il y a quelques années. Pour les journaliers et les paysans sans terres, la réforme agraire, la terre à ceux qui la travaillent, exigent de se libérer de l'oppression de Madrid.

Dans l'Espagne de la monarchie continuiste, les peuples qui luttent pour être libres et égaux ne hissent que les drapeaux qui représentent pour eux leurs aspirations et revendications, et cela traverse déjà l'Euzkadi pour l'indépendance, la Catalogne et la Galice pour l'autodétermination... l'Andalousie pour la réforme agraire.

17 octobre 1983

Andreu Camps

(AFP) : (page 1)
C. Avril : (page 4 et page 11)
Pitchal : (page 7 et page 14)
Gamma : (page 9 - agence)

Sigma : (Atchner, page 11), (Agence, page 15)
Sipa-Press : (page 11)
Damien : (page 1)
DR : (pages 12, 13 et 16)

L'heure du peuple

C'est donc un raz de marée qui a vu le Parti radical et son candidat Raul Alfonsín gagner les élections avec un peu plus de 50 % des voix.

Quelques jours plus tard, les militaires annonçaient que la passation de pouvoir aurait lieu un mois avant la date prévue, et la presse de nombreuses capitales de louer le retour à la démocratie et à l'instauration d'un Etat de droit en Argentine. Les élections générales qui ont eu lieu le 30 octobre sont effectivement le point de départ d'une nouvelle situation et leurs résultats l'expriment clairement.

C'EST la première fois depuis le surgissement du péronisme que celui-ci perd une élection et que les radicaux, parti traditionnellement réactionnaire, atteignent un tel score.

Au-delà de la péripétie électorale, des raisons profondes ont amené ce résultat, après sept années de sanguinaire dictature militaire.

Un pays dévalisé et un peuple au bord du désespoir sont le résultat de ce que la presse du monde entier a appelé alors la « nécessaire intervention militaire face au chaos dans lequel se débattait le gouvernement constitutionnel d'Isabel Peron ». C'était en 1976. Mars 1976.

Les enlèvements de jeunes, de travailleurs, d'avocats, de femmes et même d'enfants ont commencé à hanter alors les nuits de Buenos Aires et de nombreuses autres villes. Il s'agissait de l'ordre, de la « lutte antisubversive ».

Freud, Marx, l'enseignement de la psychologie sont interdits. Les grèves, le droit de réunion, l'habeas corpus et la liberté de la presse aussi.

La « paix sociale » allait se traduire par un miracle économique, prédirent les militaires. Le « miracle » a laissé au pays 40 milliards de dollars de dettes pour 26 millions d'Argentins, 30 % de la main-d'œuvre au chômage et une inflation annuelle qui dépasse les 1 000 %.

Une place de cinéma coûtait 4 000 000 de pesos. La faim frappe les foyers au pays de la viande et du blé.

Et puis, c'est l'aventure des îles Malouines, occupées pour tenter de regagner le terrain perdu et canaliser le mécontentement populaire qui s'était manifesté ouvertement le 30 mars dans la manifestation appelée par la CGT.

Des officiers corrompus qui se remplissent les poches en utilisant le sentiment anti-impérialiste des travailleurs, et des soldats sans vêtements ni munitions livrés à l'exécration agressive de la troisième puissance navale du monde.

Mais le compte à rebours avait déjà commencé pour les militaires.

Depuis déjà plusieurs mois, de jeudi en jeudi, les parents et les mères des disparus exigent devant le siège du gouvernement leur apparition en vie.

Surnommées les « folles », ces femmes, d'abord seules, avec ténacité, avec acharnement, commencent à ouvrir la brèche.

Les scandales commencent à apparaître publiquement. Des militaires qui reçoivent de l'argent pour signer avec des banques étrangères des contrats lézant les intérêts de la nation... Jugé par ses pairs, l'un d'entre eux a été reconnu coupable et condamné à ... un blâme !

La renégociation de la dette de la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas avec ses créanciers aux USA a donné lieu à l'établissement de la juridiction de l'Etat de New-York comme étant la seule valide pour tout litige. Un juge a fait arrêter à son retour le président de la banque centrale, rapidement libéré par la junte militaire. Il paraît que c'était contraire à la Constitution...

Enfin, la loi d'auto-amnistie, aberration juridique adoptée par les militaires à la fin de leur règne pour éviter toute sanction à cause des disparus. En quelque sorte, comme si Hitler et ses pairs eussent voulu se présenter en adoptant une loi qui affirme que l'assassinat, entre autres, de 6 000 000 de juifs était légal et non susceptible de jugement par un quelconque tribunal.

Mais c'était la fin. Plusieurs grèves générales et des manifestations massives montraient que le peuple préparait le règlement des comptes des tortionnaires.

Rapidement, mais en dissimulant mal la débâcle, les élections ont été fixées, et en accord avec tous les partis, on a tenté d'éviter que la démocratie ne surgisse véritablement, pour que les militaires se retirent en bon ordre... afin d'être utilisés à nouveau plus tard.

Cependant, un événement est survenu qui a montré que l'objectif de la démocratie est profondément inscrit dans le mouvement engagé par le peuple. Le parti péroniste qui a pactisé ouvertement avec les militaires, qui a choisi chez les gangsters syndicaux la majorité de ses candidats et qui, tout au long de sa campagne électorale, a attaqué les « mères de la place de Mai » et la gauche péroniste, a subi une profonde défaite (voir l'article « La seconde mort de Perón »).

Le Parti communiste, en apportant son appui public au péronisme tout comme il l'avait fourni sept années durant à la dictature militaire, marquait ainsi la signification ouvertement réactionnaire des candidatures péronistes, les candidatu-

res de ceux qui ont soutenu les 3A (Alliance anti-communiste argentine).

Face à eux, mais non pas opposés à eux, les radicaux ont accompagné les revendications démocratiques, ont affirmé qu'ils allaient enquêter sur les crimes. Le résultat était évident à mesure que l'heure du vote s'approchait.

En l'absence d'un parti des travailleurs, le vote pour le parti bourgeois des radicaux est apparu comme étant le plus utile. Mais il s'agit d'un phénomène passager.

Le mouvement qui vient de s'exprimer est profond. L'exigence de tout un peuple de voir châtiés les responsables, tous les responsables des tortures et des disparitions, ne saurait attendre.

Cette question est explosive. D'une manière ou d'une autre, elle devra être tranchée. Ce qui vient de s'exprimer à travers ces élections annonce les plus grands affrontements de classes.

L. Favre,
9 novembre 1983

Déclaration du Groupe « IV^e Internationale » (Extraits)

LA résistance populaire, depuis les Mères de la place de Mai, se poursuivant par les mouvements de quartiers, les mouvements agraires et enfin les grèves générales de la classe ouvrière et la mobilisation massive du 16 décembre 1982 sur la place de Mai, a rendu insoutenable la continuité du régime. Elle l'a fait reculer et convoquer des élections.

La dictature, en reculant, peut accepter l'abandon direct du gouvernement. Elle n'avait pas d'autre remède pour éviter la rébellion populaire. Mais ce que la dictature ne peut pas se permettre et qu'elle n'est pas disposée à permettre c'est la pure expression de la volonté populaire. Elle ne permet pas la tenue d'élections libres. Pour que ces élections puissent avoir lieu, pour qu'on puisse parler de démocratie réelle, il faut renverser le régime militaire, le chasser sans aucune sorte de condition.

La volonté populaire, les aspirations démocratiques du peuple, n'ont pas manqué de se manifester en toute clarté dans les rues.

Restitution des conquêtes supprimées par la dictature !

Démocratie pleine et entière et élections libres !

Apparition en vie des disparus ! Châtiment des responsables du régime militaire !

Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Levée de l'état de siège ! Droit au retour de tous les exilés politiques !

Durant toutes ces années, et en particulier à partir de la mobilisation du 30 mars 1982, le peuple n'a pas cessé de montrer sa volonté de lutte. A chaque fois qu'il a été appelé à manifester contre le régime militaire, il a participé de façon massive.

Ce que le peuple exigeait, c'était le front unique de toutes les organisations et partis populaires pour chasser les militaires.

Cependant les partis de la Multipartite, loin de suivre la voie qu'exigeait le peuple, ont préféré pactiser avec la dictature.

Au lieu de s'appuyer sur la mobilisation populaire pour chasser les militaires sans conditions, ils ont accepté les élections de la dictature, ils ont accepté les conditions du régime militaire.

Malgré tout, le 30 octobre, le peuple exprimera de nouveau dans les urnes ce qu'il a déjà manifesté dans les rues : sa volonté de chasser la dictature. L'ensemble des voix pour les partis populaires seront des voix de rejet du régime militaire.

Ceci affirme de nouveau que la véritable alternative dans le pays n'est pas le radicalisme et le péronisme, mais l'unité des organisations et partis populaires contre l'oligarchie, l'impérialisme et leurs agents.

Ce front unique n'a pas pu s'exprimer dans les élections. Les dirigeants ont utilisé la campagne électorale pour l'empêcher et laisser faire des élections placées sous conditions.

Il n'existe pas aujourd'hui d'alternative réelle qui puisse permettre au peuple d'avancer vers le pouvoir.

Il n'existe pas d'alternative pour la majorité des exploités qui aspirent à reconquérir ce qui a été perdu.

Il n'existe pas dans ces élections d'alternative réelle pour que soient réglés les comptes.

Elle n'existe pas pour les milliers de travailleurs péronistes qui huent Miguel dans les rassemblements.

L'exclusion de péronistes révolutionnaires et combattants anti-impérialistes a empêché que cette alternative se présente.

C'est pourquoi le Groupe IV^e Internationale, qui a été inconditionnellement pour le front unique de tous, pour chasser les militaires, qui est pour la légalisation du péronisme révolutionnaire, se prononce aujourd'hui pour le vote blanc.

En rejet des proscriptions,
En rejet aux conditions mises,
Votons blanc !

C'est la mobilisation populaire qui a fait reculer la dictature.

Un parti de masse des travailleurs et opprimés est nécessaire. Un parti qui devra surgir de la classe ouvrière et des secteurs anti-impérialistes du péronisme. Un parti qui puisse porter le peuple à la victoire contre l'impérialisme. Le Groupe IV^e Internationale engage, sans aucune sorte de conditions, son combat pour le construire.

Groupe IV^e Internationale
20 octobre 1983

La deuxième mort de Perón

LE péronisme, né en 1945 avec l'arrivée au pouvoir du général Perón, a structuré depuis près de 40 ans le mouvement ouvrier et capté les aspirations anti-impérialistes en Argentine. A l'époque, l'Argentine avait accumulé une masse importante de devises par le biais des exportations de viande et de céréales vers l'Europe pendant la guerre de 1939-1945. Le pays était donc relativement prospère.

Perón a pu ainsi concéder de nombreux avantages sociaux au prolétariat argentin et, en coiffant le mouvement syndical au moyen de la CGT, s'assurer un contrôle serré sur celui-ci.

L'appareil de la CGT péroniste s'est constitué comme institution de l'Etat et l'affiliation des ouvriers y était sinon obligatoire, du moins fortement « conseillée ».

Une considérable bureaucratie de fonctionnaires péronistes structure la CGT. La corruption et les trafics de toutes sortes liés aux prébendes importantes ont donné à cette bureaucratie des allures de bande de gangsters avérés.

Néanmoins, grâce aux avantages sociaux concédés au début de son règne ainsi que par ses discours anti-impérialistes et une résistance limitée à l'impérialisme américain, Perón s'est acquis un soutien réel parmi le peuple. Soutien d'autant plus tenace que n'a pas pu se dégaier en Argentine de mouvement ouvrier organisé indépendant, essentiellement « grâce » à l'appareil stalinien (1).

Cependant, la corruption totale de l'appareil péroniste, sa compromission ouverte avec la dictature militaire ces dernières années ainsi que l'impossibilité pour les successeurs de Perón de refaire ce qui avait été fait dans les années 1940-1950 en raison de la crise économique et de la pression croissante de l'impérialisme, toutes ces raisons ont conduit à la déroute électorale du péronisme, qui traduit sa perte d'influence réelle parmi la classe ouvrière, notamment la jeunesse.

A cela, il faut ajouter que 90 % des candidats péronistes faisaient partie de l'appareil « syndical » péroniste, assimilé à la sinistre AAA (Alliance anticommuniste argentine), véritable armée de la mort mise en place sous le règne d'Isabel Perón en 1975-1976 par Lopez Rega, son ministre.

Le véritable « décollement » de la classe ouvrière d'avec le péronisme date de là. Sous le règne d'Isabel Perón (la seconde femme de Perón), une grève générale dura un mois, malgré l'appareil de la CGT péroniste. C'est également de cette époque que date la division du mouvement péroniste, la radicalisation des

« jeunesses » (les Montoneros) et le dégagement d'une aile « gauche ».

Le refus de la gauche péroniste de présenter ses propres candidats explique également le vote important des ouvriers et de la jeunesse pour l'UCR d'Alfonsín.

La crise ouverte dans l'appareil péroniste va sans nul doute s'accroître. Une crise mortelle qui laisse un vide béant. Avec l'armée, l'appareil péroniste était l'un des piliers du maintien de l'ordre, notamment dans le prolétariat. Son effondrement, en même temps que la crise qui ravage l'armée, menace la stabilité de l'Etat tout entier.

Le petit Parti communiste argentin (l'agence du Kremlin à Buenos Aires), qui a toujours soutenu publiquement la dictature militaire — présentée par lui comme « progressiste » comparée à d'autres secteurs jugés « réactionnaires » de l'armée ! —, ne s'y est pas trompé. Champion du maintien de l'« ordre » et de la « stabilité », il a décidé de renoncer à présenter ses propres candidats pour soutenir les dirigeants péronistes, y compris les éléments les plus ouvertement corrompus tels Lorenzo Miguel, dirigeant de la CGT péroniste, ou Herminio Iglesias, sortes de gangsters, mafiosi, pourris jusqu'à la moelle et signataires d'un pacte secret avec la dictature.

Sous la plume d'un nommé Jean George, *L'Humanité* du 27 octobre écrivait ainsi à propos du gangster Herminio Iglesias, candidat au poste de gouverneur à Buenos Aires : « Dans son interview à Que Pasa, (l'hebdomadaire du PCA), le candidat gouverneur de la province de Buenos Aires a reconnu que l'appui du PCA était « très important ». « Les péronistes, a-t-il ajouté, n'espéraient pas autre chose, parce que vous autres (les communistes) sur une ligne et nous sur une autre, nous sommes deux partis qui travaillons en faveur du peuple. »

Le maintien de l'ordre a ses nécessités. La nécessité surtout de bloquer par avance toute velléité d'organisation indépendante de la classe ouvrière et de sauver la bureaucratie « syndicale » péroniste, pilier de l'Etat bourgeois.

(1) Lors des élections de 1946 en Argentine, le PCA se présentait dans le cadre d'une coalition avec des partis bourgeois contre Perón. Lors des meetings de cette coalition, outre les dirigeants des partis, prenait également la parole Braden, ambassadeur des USA en Argentine, qui finançait la campagne électorale. La campagne de Perón était alors essentiellement axée sur le slogan : « Perón ou Braden ! »

CONTRE L'INSTALLATION DES PERSHING

Le « non » du peuple allemand

Ce sont d'immenses manifestations populaires qui ont marqué, en République fédérale allemande, la semaine d'action contre l'implantation des fusées et missiles américains. On évalue à peu près à deux millions et demi le nombre de participants aux divers rassemblements et manifestations. Pour les seules manifestations du 22 octobre — point culminant de cette semaine —, on a compté plus d'un million de manifestants. Résolument, le peuple allemand a dit « non » à l'installation des missiles, et par là même, a condamné la politique du gouvernement Kohl.

Déclaration de l'Internationale Sozialistische Arbeiterorganisation, section allemande de « IV^e Internationale (CIR) »

LA société entière, tout le peuple allemand sont concernés. Par son acceptation de l'installation de nouveaux missiles US, le gouvernement Kohl met en cause l'avenir du peuple allemand. Le gouvernement Kohl veut que l'Allemagne soit soumise au diktat de Reagan qui exige le stationnement des missiles à moyenne portée, mesure refusée par le peuple lui-même.

Le peuple allemand, les travailleurs allemands dénie au gouvernement Kohl le droit de décider de leur sort. Celui qui accepte le diktat de l'administration de Reagan se soumet à la pression économique par laquelle l'économie allemande va être poussée encore plus profondément dans la crise. Des branches de production entières (sidérurgie, charbon et chantiers navals) sont de plus en plus menacées par la politique économique du gouvernement Kohl. Cette politique attaque toutes les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et de la jeunesse ainsi que toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière allemande et ses organisations syndicales depuis trente ans.

Nous dénonçons le gouvernement Kohl comme un gouvernement qui foule aux pieds l'avenir du peuple allemand.

Parce que nous nous prononçons contre l'installation des nouveaux missiles US à moyenne portée, nous nous élevons également contre les mesures économiques hostiles aux travailleurs et contre les attaques sociales du gouvernement Kohl.

Nous sommes pour l'unité de tous les travailleurs et démocrates, de toutes les organisations, syndicats, partis et du mouvement de la paix tout entier : pour qu'ils dénoncent ensemble l'intention du gouvernement Kohl d'imposer au peuple allemand l'installation des missiles US.

Dans le respect de la volonté et de la nécessité de l'unité, l'ISA a décidé de soutenir l'initiative pour l'unification de toutes les forces dans le combat pour le référendum et de mobiliser toutes ses forces pour le succès de cette initiative.

même temps à cette mobilisation la signification d'un refus de la politique anti-ouvrière du gouvernement Thatcher.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale, le *Programme de transition*, souligne que « l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires propres, à leur permettre de vérifier, de distinguer la réalité concrète de ces abstractions frauduleuses. »

Et il ajoute : « Il faut distinguer rigoureusement entre le pacifisme du diplomate, du professeur et du journaliste et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme. »

C'est ce pacifisme des masses dans lequel se trouve, pour reprendre les termes du programme de la IV^e Internationale, « un noyau progressiste qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires », qui a tendu à s'exprimer, chaque fois que les conditions l'ont permis. C'est-à-dire que ce qui s'est exprimé c'est « la défiance envers l'impérialisme », le refus de se laisser

abuser par les discours sur le « rattrapage » et « l'équilibre des forces ». Le sentiment que tout renforcement du dispositif militaire impérialiste est dirigé contre les peuples, qu'il s'inscrit dans une réalité que manifeste la politique de l'impérialisme en Amérique centrale et au Moyen-Orient.

Une crise nationale

Mais dans le cas de l'Allemagne, il s'agit d'une situation spécifique. Les manifestations qui s'y sont déroulées ont connu une telle ampleur qu'il s'agit d'un phénomène politique différent de ce qui s'est passé dans les autres pays d'Europe. Pourquoi ?

La « question des fusées » provoque en Allemagne fédérale une profonde crise qui se relie aux conditions mêmes de la naissance de la RFA. On le sait, la division de l'Allemagne réalisée en commun par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin a été la clé de voûte de la division de l'Europe, de l'« ordre » codifié à Yalta et à Potsdam.

La RFA s'est construite comme Etat sous l'égide et dans la subordination à l'égard de l'impérialisme US. C'est dans ce cadre que l'impérialisme allemand a reconstitué sa

La période des manifestations contre l'installation des missiles a été précédée par d'importantes élections régionales, marquant une remontée du parti social-démocrate.

En Hesse, le SPD redevient le premier parti (position qu'il avait perdue au profit de la CDU depuis 1974) et à Brême le SPD conserve la majorité absolue avec 51,8 % des suffrages.

Parallèlement, des mouvements s'amorcent dans des secteurs essentiels de la classe ouvrière, les manifestations contre le chômage gagnent en ampleur. C'est ainsi, pour ne donner qu'un exemple, qu'à Bonn, à l'appel de l'IG Metall (syndicat de la métallurgie), plus de 100 000 travailleurs ont défilé le 29 septembre.

La volonté de tout un peuple

La levée en masse contre l'installation des missiles a vu se rassembler travailleurs, intellectuels, jeunes de toute la RFA dans des manifestations gigantesques. C'est ainsi que plusieurs centaines de milliers de lycéens, d'étudiants et de professeurs ont participé le jeudi 20 octobre à la

Le peuple doit décider !

« Le gouvernement Kohl n'a pas le droit, en ce qui concerne la question du stationnement des nouveaux missiles américains, de décider en lieu et place du peuple allemand.

Nous exigeons que le peuple allemand soit consulté et que par un vote il décide de l'interdiction de l'installation des fusées.

Nous en appelons à tous ceux qui sont attachés à la démocratie, nous faisons en particulier appel au SPD, aux syndicats, aux « Verts » et à tous ceux qui ont des motifs religieux pour soutenir cette initiative. »

Premiers signataires :

Heinrich Saar, professeur de philosophie, ex-prisonnier politique en RDA.

Roland Jahn, ex-membre des Groupes d'initiative pour la paix.

Michael Tuch, ex-membre des Groupes d'initiative pour la paix.

Horst Dohmes, membre de la direction du SPD de la ville de Wiesbaden.

Friedhelm Metz, suppléant à la direction SPD de la région Rhein-Neckar.

Gabi Potthast, Vert, membre du Bundestag.

Peter Brandt, écrivain (Berlin).

Ingeborg Klaiber, membre de la direction du SPD du district de Stuttgart-BadCannstadt.

Peter Seidl, délégué du personnel, membre du syndicat des fonctionnaires OTV et du SPD.

Michael Zehner, membre du DGB, responsable des jeunes du DGB et membre du SPD.

Ulrike Türk, délégué du personnel, membre de l'OTV.

Gernot Deutsch, délégué du personnel, membre de l'OTV.

Horst Tummuschadt, membre de la direction du SPD de l'arrondissement de Stuttgart Wangen.

Winfried Neumann, candidat des Verts au Parlement du Land, Stuttgart.

Helga Lehn Dorf, groupe de travail pour la paix des Verts à Stuttgart.

Ralf Kampe, représentant de la jeunesse syndicale des métallurgistes à Hattingen.

Werner Rosenthal, secrétaire d'arrondissement du SPD.

Ruth Weber, membre du Parlement du Land.

Frank Kordtmann, membre de la direction du SPD d'un arrondissement.

Hans A. Pestalozzi, écrivain.

Hans Dieter Hahn, membre du DGB et membre de la direction d'un district de Stuttgart.

Pr. Bauer, université libre de Berlin.

Dr Schram, professeur à l'université libre de Berlin.

Klaus Eckardt, délégué lycéen du lycée d'enseignement professionnel de Stuttgart.

Willi Krauthäuser, délégué du personnel OTV de Cologne.

Dr Andrea Weingarten, membre du SPD et de l'association des femmes du SPD, sous-district de Dortmund.

Cette initiative se concentre en particulier sur l'aide au respect de la démocratie et pour gagner toutes les forces existantes au but commun suivant lequel c'est le peuple qui doit décider.

Elle soutient tous les pas en avant et activités qui vont dans le même sens.



Helmut Kohl n'a pas le droit de décider en lieu et place du peuple allemand.

puissance économique mais qu'en même temps il étouffe, car il a besoin, pour défendre ses propres intérêts, de déterminer sa propre politique « mondiale ».

« Crise qui déchire l'Etat mais avant tout crise d'ampleur nationale de la société allemande car le problème de l'installation des nouveaux missiles concentre les questions les plus vitales pour le peuple allemand, celles de sa souveraineté, de son unité.

L'implantation des nouveaux missiles est une mesure qui signifie le maintien et l'approfondissement de la division de l'Allemagne. Il s'agit aussi de la crainte d'une guerre où, contre son gré et sans qu'il soit consulté, le peuple allemand serait placé en première ligne. Il s'agit du droit du peuple allemand à décider.

Aussi, la protestation contre l'acceptation par le gouvernement Kohl des exigences de Reagan est allée bien au-delà de ce qu'on a appelé le « mouvement pacifiste ». Neuf des fédérations régionales (sur 11) du parti social-démocrate ont pris position contre l'implantation des fusées US, les dirigeants de la centrale syndicale, le DGB, se sont également prononcés.

Cette crise politique se développe alors que la politique économique du gouvernement Kohl, sa volonté de s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvrière, à ses droits et à ses acquis, nourrit la volonté d'une puissante riposte.

journee des « Ecoles et Universités ».

Bravant l'interdiction des autorités d'organiser des rassemblements dans l'enceinte des établissements universitaires et scolaires, des élèves, étudiants et professeurs ont exprimé leur opposition dans leurs classes.

Quelles qu'aient été les intentions des organisateurs, c'est la volonté d'un peuple qui s'est affirmée face à une situation que, parmi d'autres, un député des « verts » résumait en disant que la « souveraineté de l'Allemagne fédérale était incroyablement limitée » et que ce fait « pouvait mener tout un peuple à la mort ».

C'est dans cette situation qu'un certain nombre de responsables ouvriers, démocrates, intellectuels, dont l'opposant socialiste d'Allemagne de l'Est Heinrich Saar (qui réside aujourd'hui à Berlin-Ouest), ont pris l'initiative d'appeler à une consultation populaire contre l'installation des missiles, déniait ainsi au gouvernement Kohl le droit de décider en lieu et place du peuple allemand lui-même.

A juste titre, la section allemande de « IV^e Internationale (CIR) » apporte son appui inconditionnel à cette initiative. Elle formule les motifs politiques de son soutien dans une déclaration que nous publions dans cette même page.

Les courants de la clandestinité :

Dans le numéro précédent de *Tribune internationale*, nous avons donné une large place au Parti socialiste polonais du travail (PSPP), à sa plate-forme et à son combat.

Grâce au *Bulletin d'information* du bureau de coordination du syndicat *Solidarność* à l'étranger, nous pouvons fournir aux lecteurs de notre revue les extraits d'un document reproduit dans le *Bulletin* n° 72 du 28. 9. 83 portant sur les courants politiques de la clandestinité (La présentation et la traduction françaises sont celles du *Bulletin* de *Solidarność* à l'étranger. Les sous-titres sont de la rédaction de *Tribune internationale*).

LA Voix a commencé à paraître en 1977 ; ce journal était édité par un groupe lié au Comité de défense des ouvriers, puis Comité d'autodéfense social KOR. C'était l'un des journaux les plus intéressants paraissant hors censure avant août 1980. Le leader incontesté de ce groupe lié à La Voix était Antoni Macierewicz, membre du KOR, puis expert de *Solidarność*, qui se cache depuis de nombreux mois (après s'être enfui d'un camp d'internement). Programme actuel a été publié dans un numéro spécial de La Voix de mai-juin 1983, ce texte est si large que nous ne pouvons en présenter que des fragments.

La question fondamentale que se posent les auteurs du programme est celle de la définition du caractère des structures étatiques existant actuellement en Pologne (...):

« La RPP est une forme partielle et déviée de l'Etat polonais, mais c'est avant tout un Etat au service du parti. Après 1945, nous avons obtenu un Etat qui, ayant de nombreux attributs de la polonité, était en même temps un instrument contre la nation (...).

L'effondrement du POUP

Disons-le clairement : la période de l'existence légale de *Solidarność* a été celle de l'effondrement de la RPP comme Etat-parti. Avec *Solidarność*, on a introduit l'indépendance au centre de la structure étatique, jusque-là monopolisée par le Parti communiste. Puisqu'après la signature des accords de Gdansk, de Szczecin, de Jastrzebie et de Katowice, la suppression immédiate de *Solidarność* était impossible, le POUP et l'Etat-parti ont dû vivre pendant un certain temps avec l'indépendance polonaise.

Le résultat visible à l'œil nu a été l'effondrement du Parti communiste. Il reposait non seulement sur les luttes de fractions, mais avant tout sur le fait que ce parti avait cessé de remplir son rôle d'intégration, dans l'Etat qu'il avait créé. Eu égard à l'état de provisoire continué durant depuis 16 mois, des principes d'activité fondamentaux des institutions de la société, dans la période de la plus grave crise économique de l'après-guerre et des changements politiques les plus profonds, les institutions de l'Etat-parti, excepté le Service de sécurité, se sont conduites passivement, ou se sont occupées à susciter ou à mener des conflits intérieurs au parti, ou entre le pouvoir et *Solidarność*.

Ne pouvant plus remplir une fonction d'intégration dans les structures de l'Etat-parti, le POUP a cessé de s'acquitter de ses tâches :

secondaires, envers la société, à laquelle il n'assurait pas la satisfaction de ses besoins fondamentaux, (au simple niveau d'un bon saucisson), et principales, à l'égard de l'Union soviétique, dont il cessait d'assurer les intérêts et lequel, devant son propre effondrement, il n'était plus en état de représenter efficacement le POUP progressivement, ne fut plus nécessaire à personne en Pologne.

L'effondrement de l'Etat-parti était lié avec la perte par le POUP de son rôle de centre de décision politique. Ce processus a commencé au moment de la nomination du général Jaruzelski au poste de Premier ministre. Il a été clair dès les premiers instants, qu'en mettant à profit l'appareil de l'armée ainsi que son équipe, Jaruzelski faisait du gouvernement le centre réel du pouvoir, relativement lié avec les structures du POUP.

En ont témoigné les décisions personnelles et, avant tout, l'activité dans le domaine institutionnel. Vu dans la perspective — appelons-la ici « du système » — ces phénomènes ont constitué une partie du processus d'effondrement de l'Etat-parti. Du point de vue des événements politiques actuels, l'activité du général Jaruzelski et de son équipe a constitué une étape préparant au 13 décembre 1981.

Ces activités n'ont pas détruit l'Etat-parti, et n'ont pas créé non plus d'Etat d'un nouveau type. En les entreprenant, on a cependant tiré les conclusions les plus vastes de l'échec de la manière d'exercer le pouvoir jusqu'alors. Comme l'a clairement et justement exprimé l'une des personnalités de l'équipe actuelle, le vice-Premier ministre M. F. Rakowski, dans une interview accordée à Oriana Fallaci dans les premiers mois de l'état de siège : « Le parti s'est effondré, il est arrivé à une banqueroute intellectuelle et politique, il est incapable d'organiser la société, de sortir le pays de la crise, et plus encore de défendre l'Etat. »

De la forme du mécanisme de fonctionnement de l'Etat qui nous a été imposé, dépendent une série de questions fondamentales pour l'être de la nation, surtout aujourd'hui où l'Etat polonais nous est vraiment indispensable ; sans lui, nous ne reconstruirons pas l'économie ruinée ; sans lui, il nous sera difficile de défendre les intérêts polonais dans la crise internationale qui s'annonce.

Août 1980 et décembre 1981, après 35 ans d'existence de l'Etat-parti, le problème de l'Etat comme un devoir politique actuel, fondamental pour toute la nation. Comment se présente aujourd'hui ce problème ?

La RPP est-elle un Etat-parti ?

Non seulement *Solidarność* mais les autres institutions indépendantes (les dépendantes aussi), les organisations et les associations sociales ont été suspendues le 13 décembre 1981 au matin. Le Parti ouvrier unifié polonais a été soumis à une « suspension » aussi, de fait, dont l'expression a été ne serait-ce que la suspension de son statut. L'équipe de Jaruzelski a enfermé le POUP dans une administration centrale, en introduisant le système des nominations d'en haut, à tous les postes du parti. On a effectué des changements massifs de personnes dans l'appareil du parti, frappant ainsi également les activistes des « structures de base » et ceux des « forums du parti ».

Le WRON (Conseil militaire de salut national) a frappé des milieux qui malgré leurs différences politiques, avaient une caractéristique commune : le bon fonctionnement du parti communiste importait aux uns comme aux autres, s'ils voulaient agir, c'était grâce au POUP et à travers lui. Ce n'est donc pas un hasard si la haine de l'appareil du parti pour le WRON et Jaruzelski égale, voire même dépasse, le niveau de l'aversion de la société à son égard.

En dépit des assurances répétées, continues, sur « la continuation de la ligne du IX^e Congrès », et des éléments de rhétorique marxoléniniste, aucun militant de *Solidarność*, le plus radical et le plus anticommuniste soit-il, n'a maltraité le POUP comme le fait son actuel premier secrétaire.

Au moment où, en Pologne, on mène la lutte pour ce qui a toujours été la chose la plus importante, la plus fondamentale pour le parti communiste, la lutte pour le pouvoir et la manière de l'exercer, les plénums du comité central du POUP débattent des problèmes de la jeunesse, de l'économie agricole, ou bien sont reportés d'un mois ou deux (c'est le secret de Polichinelle) (...).

On a assez rapidement annoncé au départ que pendant l'état de siège, l'armée prend le POUP sous son aile protectrice et rentrera dans son cantonnement lorsque cette organisation renaîtra, et pourra retrouver le contrôle de la situation par ses propres moyens. Mais au lieu de cela, sont apparues des déclarations selon lesquelles la sortie de la crise passe par l'édification d'une nouvelle construction étatique forte et efficace.

Le WRON ne restaure pas le pouvoir communiste dans sa forme d'avant août 1980, ne revient pas au vieux système des institutions de façade. Pour définir cela d'une autre manière imagée, il crée plutôt une marionnette de papier mâché (le PRON, mouvement patriotique de renaissance nationale, les syndicats du WRON) en comptant sur le fait que la société, épuisée par la crise, accepte avec le temps de participer au jeu par leur intermédiaire.

Qu'est donc actuellement la RPP, puisqu'elle s'est effondrée comme Etat-parti, et ne s'est pas recrée comme Etat du WRON ? Qui gouverne dans la RPP ?

Le régime du WRON n'est pas, malgré les apparences, une dictature militaire classique. Nous ne savons pas quelle est la participation réelle du pouvoir des militaires entrant dans la composition du WRON — mais il est des raisons de

présumer que c'est un corps en grande partie symbolique, avec bon nombre de figurants, ne serait-ce que le colonel Hermaszewski dit « *Lajka* » (1).

On peut mieux définir le régime actuel du WRON comme une administration centrale provisoire de l'actif en faillite qu'est la RPP comme Etat-parti. Le WRON n'a pas réussi à créer un système politique stable et durable, qui aurait remplacé les institutions de l'Etat-parti. L'équipe de Jaruzelski, personnellement et institutionnellement (en dehors de l'armée où c'est le moins visible), est un assemblage, une union provisoire due à un état de grave nécessité, de quelques éléments du système d'avant la révolution d'août (partie de l'appareil central du parti, partie de l'administration économique et étatique, partie de la police politique). D'autre part, certains groupes d'« ancien régime » contestent cette équipe, de l'extérieur comme de l'intérieur (...).

L'Eglise

La Voix considère l'Eglise, *Solidarność* et l'armée comme les trois institutions les plus durables de la vie de la nation. Ils écrivent sur l'Eglise :

« Dans les relations polonaises de l'Eglise, de la nation et de l'Etat, il y a une remarquable spécificité nationale. Elle a sa source dans la profonde méditation par l'Eglise, des destins, de la forme et de la condition de la nation, au cours des 250 années écoulées, à partir de la perte de fait de son indépendance par la Pologne.

Il semble que l'Eglise reconnaisse et tire de profondes conclusions du fait que, sur l'espace occupé par les Polonais, sur le territoire d'Europe centrale et orientale, de continus changements politiques, les syndicats, les administrations, l'enseignement ont été gagnés ou perdus par les Polonais, mais la nation a duré. Et dans les pires moments (et ils n'ont pas été si rares) elle a trouvé un appui en l'Eglise.

Dans de telles conditions, à part remplir sa mission évangélique, l'Eglise a dû agir avant tout dans le domaine le plus important et le plus fondamental pour les autres, la défense de l'identité nationale.

On peut en effet lutter pour obtenir un Etat souverain et le perdre, mais après avoir perdu son identité nationale, il n'est plus possible de la retrouver. D'où aussi le minimalisme subtil de l'Eglise, et sa réserve dans la formulation de programmes politiques.

« Les principes fondamentaux de l'enseignement de l'Eglise » concordent bien avec les expériences politiques et géo-politiques de la nation. Il a été donné aux Polonais de vivre pendant des décennies dans le cadre d'un des Etats des partages, ou dans des structures étatiques, polonaises seulement formellement, mais en fait contraires aux aspirations de la nation, et « l'établissement des rapports » avec ces structures devient une affaire d'une signification fondamentale.

L'Eglise constitue une garantie institutionnelle et un appui pour l'identité nationale, mais il n'est indifférent ni à la nation, ni à l'Eglise, de quel Etat, avec quelle forme (même si elle est imposée) dépend la résolution d'une série de

questions particulièrement essentielles pour la vie de la nation. »

« *Solidarność* »

Selon les auteurs, « *Solidarność* est née comme synthèse des aspirations nationales polonaises, de l'expérience polonaise de quelques décennies, et de la réflexion sur le communisme. Pour la détruire, il faudrait anéantir moralement et physiquement toute la génération actuelle. »

L'expérience du communisme, complètement nouvelle, qu'on ne peut comparer avec les autres formes de perte de l'indépendance, n'a été peut-être nulle part ailleurs comme en Pologne une expérience non tant de perte ou de partage, que d'expropriation de la Patrie.

L'expropriation a touché tout le monde, pas uniquement ceux qui s'occupaient activement de politique, elle a atteint tous les niveaux de la vie collective, celui du travail aussi. La forme communiste de perte de l'indépendance visait au plus profond de la fonction sociale la plus générale liant la collectivité, le travail.

C'est pourquoi *Solidarność* fut la réponse à l'expropriation des Polonais de leur Patrie : grand mouvement de travailleurs pour l'indépendance. La réponse était à la mesure de la menace. Et c'est pourquoi on pouvait dire que la clé de l'indépendance de la Pologne était l'indépendance du travail polonais.

La structure d'organisation de *Solidarność* s'est vite adaptée à son caractère et à sa tâche. Dans *Solidarność*, les sections de branche et les sections professionnelles répondaient aux organisations professionnelles traditionnelles, mais les structures régionales et tout le complexe d'organisation territoriale du syndicat remplissait des fonctions quasi étatiques.

Il est vrai que la structure d'organisation de *Solidarność* fut détruite après le 13 décembre 1981, et il est difficile d'imaginer qu'elle puisse renaître dans l'avenir sous une forme et dans une composition inchangées.

Mais l'expérience de *Solidarność*, de l'Etat du travail polonais, demeure. Et c'est seulement à partir d'elle qu'on pourra construire quelque chose durablement. C'est pourquoi on peut considérer comme avortées les tentatives de « fuite en avant », de renoncement total à *Solidarność*, sous prétexte qu'elle n'est pas en mesure de ramener la période d'avant le 13 décembre et de former des partis politiques clandestins. Les partis politiques pourront être un jour nécessaires en Pologne. Aujourd'hui, ils ne sont cependant pas la bonne réponse à deux questions fondamentales posées en août 1980, et rendues plus aiguës en décembre 1981, au problème de l'Etat polonais et au problème de l'indépendance du travail polonais.

Solidarność est née comme état syndical. On ne voit pas actuellement de possibilité de la recréer également sous cette forme, mais elle constitue toujours la clé du problème de l'indépendance du travail polonais. Aujourd'hui, on doit chercher les solutions au problème de l'Etat sur d'autres terrains, utiliser d'autres méthodes.

« La Voix », programme actuel

Mais le premier pas essentiel dans cette direction doit être la reconstruction de *Solidarité* comme syndicat. Il n'est pas permis de renoncer à cette tâche, de la dédaigner, elle ne peut pas être le prix du compromis.

L'armée

On peut aussi s'imaginer la Pologne sans la Diète, que ce soit dans son état actuel, ou élue démocratiquement. Sur l'espace que nous occupons en Europe, on ne peut pas par contre imaginer l'indépendance de la Pologne sans l'armée polonaise. Le POUP, la SB (service de sécurité), le PRON, le WRON, la Diète de façade et les Conseils nationaux sont nécessaires au pays. Une Diète démocratiquement élue, et une administration qui serait contrôlée par elle, une autogestion territoriale authentique seront nécessaires à l'Etat polonais indépendant, seraient désirables même dans un Etat à la souveraineté limitée. Cependant, le garant de l'indépendance, l'institution de nécessité nationale, peut être seulement une armée servant et défendant la nation.

à la tâche nationale de l'indépendance n'est-il pas alors la seule issue possible ?

Pourtant aujourd'hui, justement, cette armée constitue la base de l'appareil du pouvoir, et le principal support de l'équipe en place, qui a arrêté le processus de renaissance nationale, dans le sang et la brutalité.

La nation n'est pas en mesure de triompher de l'armée, sans une guerre civile menant à l'intervention étrangère ouverte, ou à la « libanisation » de la Pologne. Même sans ces conséquences, un conflit ouvert avec l'armée menace d'affaiblir les facteurs fondamentaux de la force polonaise, il menace l'armée d'un isolement total de la nation et brise les institutions civiles indépendantes ouvertes et clandestines.

On ne peut donc permettre qu'un conflit nation-État ou Polonais-WRON devienne en même temps un conflit nation-armée. La majorité de la société adulte et active polonaise, ce sont en effet, tout comme Lech Walesa, des caporaux, de simples soldats, des officiers de réserve (...).

armée. L'inflation, les cartes et les queues devant les magasins ne remplaceront pas la terreur physique. Il ne faut pas compter sur l'épuisement de la société.

Les Polonais sont donc confrontés à la tâche de construire un Etat dans lequel la nation peut vivre librement et se développer, auquel elle peut participer, et qui même s'il n'est sûrement pas indépendant, sauvegardera ses intérêts dans une large mesure et permettra les travaux préparatoires au recouvrement de l'indépendance. »

Orientation moscovite ou polonaise ?

« Est-il possible de construire un Etat que les Polonais reconnaissent comme le leur et non pas comme imposé, tant que nous serons dans la sphère d'influence soviétique ? Existe-t-il une solution, acceptable pour la nation, à la question soviétique ? »

Kisielewski écrit de but en blanc : nous ne pouvons pas nous battre avec Moscou, il faut donc parler avec eux, et les convaincre qu'on ne peut pas gouverner la Pologne à l'aide d'un parti marxo-léniniste, il faut donc remettre la régence aux mains de non-communistes, mais de milieux polonais sincères, et bien disposés envers la Russie.

Les éléments d'une idée semblable étaient contenus dans un texte publié après le 13 décembre dans la presse clandestine (4), qui conseillait aux Polonais de frapper par la force les centres du pouvoir, à la fois en formulant un programme et en constituant une équipe décidée à un compromis avec l'URSS, qui grâce à la mobilisation, l'appui de la société et l'accord de Moscou, recevra des mains du POUP et du WRON le pouvoir dans le pays. »

Toutes les variantes de la pensée politique et de l'orientation moscovite « ne sont pas seulement immorales », mais aussi, comme l'affirme La Voix, « profondément irréalistes ». Il ne faut pas compter que les Russes feront confiance à qui que ce soit qui représente les aspirations nationales polonaises. « Toutes les aspirations un peu plus larges des Polonais ne peuvent pas compter sur

ne suffisent pas, la force ici nécessaire est tout à fait physique, l'armée est donc nécessaire.

Si l'on aboutit à une entente nationale en Pologne, ce sera indépendamment du Kremlin et contre lui, mais cela ne doit pas conduire à la lutte armée directe. Mais la condition de la réussite d'une telle opération est la participation de l'armée. C'est pourquoi on ne peut exclure de l'entente nationale personne, pour autant qu'il n'ait pas de position du genre Targowica (5). On ne peut exclure même des gens qu'aujourd'hui nous haïssons.

On ne pourra construire l'Etat polonais que par une entente nationale, non pas par un accord social, ni un arrangement, mais par une entente sur les principes et la manière de recréer l'Etat polonais. Le temps des accords sociaux, commencé avec les accords de Gdansk, est définitivement révolu.

Le 13 décembre a liquidé le problème de l'accord social. L'opération a réussi et le patient est mort. Les partenaires potentiels de l'accord social ont disparu, en effet l'état de siège a accru la division de l'Etat-parti et, bien qu'il n'ait pas détruit *Solidarité*, il a brisé ses structures régionales et nationales. A cause de cela, et aussi parce que l'état de siège a influé fondamentalement sur l'attitude de la société au pouvoir, le retour aux accords sociaux, et donc à la période d'avant le 13 décembre, paraît donc impossible.

La situation de l'économie et de l'Etat polonais se caractérise par un tel affaiblissement qu'en un certain sens, nous sommes condamnés à une « fuite en avant », non pas à un arrangement ou à un accord (ce dernier peut seulement signifier un armistice), mais à un lien plus solide, à une entente. On peut poser la question de principe : une fois qu'ils étaient prêts à une entente. On a aussi beaucoup parlé et écrit sur le fait qu'il faut « obliger le pouvoir à une entente », mais les tentatives faites jusque-là dans ce sens n'ont pas apporté de résultats visibles.

Il ne s'agit donc pas d'obliger le pouvoir à une entente, car elle ne peut être conclue avec le pouvoir en tant qu'ensemble de gouvernants. Une véritable entente ne peut concerner que les institutions réelles, enracinées dans la vie de la nation, et indispensables aux Polonais : l'Eglise catholique, *Solidarité* et l'armée. La société ne peut s'entendre avec le pouvoir, car il n'existe pas actuellement de pouvoir avec lequel on puisse s'entendre (ni les restes de l'appareil du parti, ni le régime embryonnaire du WRON ne le constituent). Et le but de cette entente doit être la reconstruction de l'Etat répondant aux aspirations des Polonais, sans lequel on ne réussira pas à sauver l'économie du pays et à protéger les intérêts de la nation dans la crise internationale qui s'annonce. »



La milice arrête les passants dans la rue et contrôle leur identité. Cette scène se produit quotidiennement en Pologne.

Le POUP, le WRON, le PRON, la SB peuvent, d'une manière ou d'une autre, dans des circonstances favorables, être liquidés. On peut appeler une Diète démocratique par un acte électoral. Les partis politiques, les syndicats, les associations sociales et de créateurs peuvent être organisés par un effort social.

Ainsi dans la future Pologne indépendante (et nous croyons tous que cela arrivera un jour), il y aura une armée polonaise, luttant pour elle et la défendant, car autrement elle ne peut être une continuation directe, personnelle, de l'armée actuelle.

Il est difficile d'imaginer le recouvrement de son indépendance par la Pologne, ou une diminution de sa dépendance, sans une intervention de l'armée. L'armée sera indispensable à tout Etat polonais, et ce sera, dans une large mesure, une armée formée en système communiste. Le fait de « gagner » l'armée

Il est difficile d'évaluer l'efficacité de ces précautions contre des phénomènes d'autonomie nationale dans les armées des pays asservis, mais en tout cas pendant l'intervention en Hongrie en 1956, et en Tchécoslovaquie en 1968, seul un groupe minime (occupant cependant des positions importantes) de militaires du pays coopéra activement avec les armées de l'occupant.

Est-il possible que l'armée agisse comme une force politique autonome, n'appuyant pas telle ou telle fraction du parti, mais agissant dans le sens des aspirations de la nation ? Il n'y a aucune certitude sur ce point. Mais aujourd'hui l'armée est face à un tel choix.

Il n'est pourtant pas possible de reconstruire l'Etat en face d'une nation au renouveau démographique, politiquement éveillée, se souvenant du succès de *Solidarité* et en vivant encore bien que la société ait supprimé (et avec raison) de son arsenal l'utilisation de la lutte

En répondant à cette question, La Voix rejette toutes les conceptions de réformer le système polonais qui reposeraient sur l'accord et la permission de l'URSS. Les variantes de cette « orientation moscovite », comme l'écrivent les auteurs, ne sont pas seulement le fait de la RPL et de Pax, mais aussi des conceptions de Bratowski (2), de Kisielewski (3) ou de Jacek Kuron.

« En 1981, il n'y a pas que Kania, Jaruzelski et Siwak à être allés à Moscou. Stefan Bratkowski aussi y est allé, et ce qui est plus étrange, c'est qu'il s'en est vanté publiquement, oralement et par écrit. L'une de ses démarches a été la « lettre des 35 », dans laquelle on convainquait les Soviétiques que le POUP ne devrait pas détenir le monopole des sentiments amicaux pour l'URSS, car la majorité de la société polonaise active politiquement nourrit des sentiments d'amitié, ou du moins limités par son sens du réalisme politique, à l'égard de l'empire soviétique. (...)

une acceptation réticente de la part de Moscou, mais même pas sur la compréhension du problème polonais. »

« Puisque l'on rejette « l'orientation moscovite », peut-on esquisser une autre solution réelle à la « question soviétique » ? Appelons-la orientation polonaise. Un accroissement de l'indépendance de la Pologne par rapport à l'URSS ne s'obtiendra pas par la voie des conversations, d'une concurrence avec le POUP ou le WRON, de démarches pour s'attirer la grâce du Kremlin.

Un accroissement de l'indépendance de la Pologne ne peut être obtenu que par la voie des faits accomplis, de prise de décisions dans les affaires les plus essentielles du pays, indépendamment de la volonté du Kremlin. Pour pouvoir placer Moscou devant le fait accompli, la nation doit disposer de tous les éléments de sa force ; la conscience nationale, le sentiment d'avoir pour soi la légitimité morale et la justice

(1) Hermaszewski a été le premier cosmonaute polonais, et « Lajka » était le nom du chien soviétique envoyé dans l'espace.
(2) Stefan Bratkowski est un journaliste connu, président de l'Association des journalistes polonais dissoute par le WRON.
(3) Stefan Kisielewski, essayiste connu, lié aux milieux catholiques.
(4) Il s'agit ici du texte de Jacek Kuron.
(5) La Confédération de Targowica (1792-1793), révolte de certains magnats contre les changements démocratiques symbolisés par la Constitution du 3 mai, devait mener au 2^e partage de la Pologne ; symbole de trahison nationale.

Oppression impérialiste et revendications démocratiques

Si, comme nous l'avons vu dans les précédents articles, les tendances totalitaires développées par l'impérialisme donnent de plus en plus d'importance aux mots d'ordre et aux tâches démocratiques, si le maintien de la domination capitaliste dans les pays avancés a entraîné le maintien et l'aggravation de tous les problèmes démocratiques non résolus par les développements concrets de la révolution bourgeoise, s'il entraîne l'émergence de nouveaux problèmes dans ces pays, il est incontestable que la question des revendications démocratiques et nationales, en relation avec l'existence de tâches démocratiques essentielles non résolues, comme la souveraineté nationale, la question agraire, est un problème auquel sont confrontés directement des centaines de millions de paysans et d'ouvriers dans les pays dominés et est une composante essentielle de la révolution prolétarienne mondiale.

A BAS la dictature », « Elections immédiates », « Assemblée constituante ». A ces mots d'ordre, mis en avant par le Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » dans la résolution adoptée lors de la session de l'été 1983 concernant l'Uruguay répondent directement les mots d'ordre de fondation de la Centrale unique des travailleurs du Brésil : « Fin de la politique économique actuelle, rupture des rapports avec le FMI, la liberté et l'autonomie syndicales, la liberté d'organisation politique, la réforme agraire, le non-paiement de la dette extérieure, la fin de la loi de sûreté nationale, la fin du régime militaire ».

Mais ce n'est pas seulement en Amérique du Sud que se pose cette question des libertés démocratiques. Du Moyen-Orient à l'Afrique, de l'Asie à toute l'Amérique latine, aux Caraïbes, ce sont des millions d'hommes qui sont aujourd'hui confrontés à ces questions qui ne peuvent recevoir de réponse que dans le combat et comme moment de la lutte pour le triomphe de la révolution prolétarienne dans chacun de ces pays.

L'importance des mots d'ordre démocratiques

Le caractère combiné du développement des pays dominés, qui réunissent comme l'explique le Programme de transition « les formes économiques les plus primitives au dernier mot de la technique et de la civilisation capitaliste » donne toute son importance à la défense des mots d'ordre démocratiques. Précisément, parce que les tâches les plus élémentaires de la démocratie bourgeoise et de l'indépendance nationale n'y ont pas été résolues, les mots d'ordre démocratiques comme les tâches de la révolution socialiste découlent immédiatement les uns des autres.

Les tâches démocratiques et nationales qui doivent être résolues dans ces pays et qui se concentrent dans la révolution agraire et l'affranchissement du joug de l'impérialisme impliquent le combat pour la concrétisation de la souveraineté du peuple dans la revendication de la Constituante souveraine. Non point que ce mot d'ordre, couronnement du « programme démocratique », puisse être avancé à tout moment, mais dans la lutte contre les régimes en place, dès que s'affirme dans un pays opprimé la mobilisation des masses contre l'impérialisme, ce mot d'ordre de Constituante souveraine doit être lancé.

C'est une question tactique de déterminer la relation entre les divers mots d'ordre démocratiques, celui de la Constituante souveraine ou ceux tels que « A bas la dictature ». Ainsi, au Pérou, contre la tentative du gouvernement militaire de donner une façade « constitutionnelle » à un maintien des forces armées au pouvoir, ce mot d'ordre, opposé à l'Assemblée octroyée et sans pouvoir que voulaient les militaires a-t-il centralisé le combat des masses pour le renversement du gouvernement Morales Bermudez.

A l'époque de l'impérialisme, c'est au prolétariat qu'il revient de résoudre les tâches de la révolution démocratique : mettre fin à l'oppression impérialiste. Mais si seule l'instauration de la dictature du prolétariat s'appuyant sur les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes peut assurer la réalisation des tâches démocratiques, cela veut dire que le prolétariat est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élé-

mentaires de la démocratie bourgeoise, de l'indépendance nationale, avec la lutte socialiste contre l'impérialisme, affirmant son indépendance de classe, s'organisant et combattant avec ses propres méthodes, en combinant les revendications nationales, démocratiques, paysannes et ouvrières.

Comme l'explique le Programme de transition : « Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale" ».

A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doi-

vent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917 et octobre 1917). »

Le rôle dirigeant du prolétariat

Si les tâches démocratiques ne peuvent être accomplies qu'à travers la victoire de la classe ouvrière, qu'à travers l'instauration de la dictature du prolétariat, pour aboutir à la victoire le prolétariat doit à chaque moment assurer son rôle dirigeant dans la lutte pour les objectifs nationaux et démocratiques, faute de quoi il s'isolerait et courrait à la défaite. Combatant pour son indépendance de classe, le prolétariat ne peut assurer son hégémonie dans la lutte qu'en affirmant son rôle dirigeant dans le combat pour les revendications démocratiques et nationales.

C'est précisément ce qu'a fait le Parti bolchevique : la dictature du prolétariat y a accompli la révolution démocratique.

Nous le savons, ce n'est pas par la reprise de la forme politiquement la plus avancée de la domination de la bourgeoisie, la Constituante souveraine, législative et exécutive à la fois, que les tâches nationales et démocratiques pourront être résolues.

Nous le savons, seule l'édification des institutions de la démocratie prolétarienne, les soviets ouvriers, permettra de résoudre ces tâches.

Mais c'est précisément pourquoi, dans les pays dominés, il est absolument nécessaire de mettre en avant ces mots d'ordre démocratiques et leur couronnement, le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, comme levier de la mobilisation des masses dans la voie de la dictature du prolétariat.

« La puissance des masses opprimées est dans leur nombre »

Dans un article de 1930 sur « Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale en Chine », Trotsky écrit : « La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveilleront, elles chercheront à exprimer la force du nombre politiquement par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduits à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en le liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine. »

Précisément parce que les masses ne peuvent dépasser le programme démocratique que dans la lutte, il faut qu'à chaque instant le prolétariat lie indissolublement le combat sur ses objectifs propres aux mots d'ordre démocratiques et nationaux découlant des tâches à résoudre.

Ce n'est pas en s'auto-proclamant « hégémonique » que le prolétariat sera réellement capable de guider les autres couches exploitées, la paysannerie d'abord. Il ne peut le faire qu'en menant

la lutte la plus résolue sur le « programme démocratique révolutionnaire » qui ne peut se concevoir que comme une combinaison de revendications démocratiques nationales, paysannes et ouvrières, comme l'a mis par exemple en avant la résolution constitutive de la CUT brésilienne sur le plan qui est le sien.

Si pour mobiliser réellement les ouvriers et les paysans contre l'impérialisme, il est nécessaire de rattacher les intérêts les plus vitaux des masses à la cause de la libération nationale, il faut comprendre que ce combat, comme l'a dit Trotsky à propos de la Chine, « loin d'affaiblir la différenciation des classes, la renforce ».

Le front unique anti-impérialiste

Ainsi, le front unique anti-impérialiste, instrument de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, n'est-il pas un « bloc » avec la bourgeoisie nationale, mais l'expression d'une politique visant à assurer la direction politique du prolétariat à la mobilisation des masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes se mettant d'abord en mouvement à partir des revendications démocratiques et anti-impérialistes.

Ce qui bien sûr n'exclut pas que des accords politiques conjoncturels puissent être passés avec la bourgeoisie nationale ou des fractions de celle-ci, ni que cette bourgeoisie nationale puisse diriger des « mouvements de masse anti-impérialistes ».

Ce qui est en cause dans la tactique du front unique anti-impérialiste par laquelle se réalise l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat, c'est que dans les pays dominés par l'impérialisme, l'indépendance de classe du prolétariat, la lutte pour ses propres objectifs, pour sa constitution en classe dominante, est l'axe stratégique d'une politique révolutionnaire qui voit la classe ouvrière résoudre les tâches d'une autre classe. Ainsi, la tactique du front unique anti-impérialiste conduit-elle à ouvrir la voie pour le gouvernement ouvrier et paysan comme transition vers la dictature du prolétariat.

Combattre résolument pour l'ensemble des revendications nationales et démocratiques est une nécessité du combat du prolétariat pour sa dictature. Comme l'explique Trotsky dans une lettre à l'Opposition de gauche indochinoise :

« La conception de libertés démocratiques est comprise par les démocrates vulgaires comme signifiant la liberté de parole et de presse, la liberté de réunion, des élections libres, etc. La dictature du prolétariat, au lieu de ces libertés abstraites, place dans les mains du prolétariat les moyens matériels et les instruments de sa propre émancipation (en particulier les imprimeries, les salles de réunion, etc.). Mais, par ailleurs, la révolution démocratique ne se limite pas seulement à ce qu'on appelle les libertés démocratiques.

Pour les paysans, la révolution démocratique c'est avant tout la solution de la question de la terre et l'émancipation du joug des taxes et du militarisme, impossible sans libération nationale ; pour les travailleurs, la réduction de la journée de travail est la clef de voûte de la démocratie, car c'est la seule chose qui puisse leur donner la possibilité de véritablement participer à la vie sociale du pays. Toutes ces tâches ne peuvent et ne seront complètement résolues que sous la dictature du prolétariat, qui s'appuie sur les masses semi-prolétariennes de la ville et de la campagne. Ceci bien évidemment est ce que nous devons expliquer aux ouvriers avancés, y compris aujourd'hui.

Mais... nous ne pouvons arriver à la dictature du prolétariat par le moyen d'un rejet a priori de la démocratie. Ce n'est qu'en luttant pour la démocratie que l'avant-garde communiste pourra rassembler autour d'elle la majorité de la nation opprimée et de cette manière avancer vers la dictature qui créera également la transition à une révolution socialiste en liaison inséparable avec le mouvement du prolétariat mondial. »



Dans la lutte contre la dictature militaire, pour la Constituante souveraine : Assemblée populaire à Moquegua (Pérou) en 1979.

Tchécoslovaquie

14 - Tribune internationale - novembre 1983

1968 : « REFORME DE STRUCTURES » OU REVOLUTION POLITIQUE ? (III)

La place de la question

On trouvera dans ces pages la 3^e partie de l'étude de Jan Tesar, militant de l'opposition tchécoslovaque, qui a participé au mouvement du « Printemps de Prague » comme membre du PCT dont il a démissionné après l'acceptation par ses dirigeants du diktat de Moscou. Jan Tesar a été emprisonné en Tchécoslovaquie de 1972 à 1976.

A PRES février 1948, toutes les institutions d'Etat sont devenues dépendantes de l'appareil fermement centralisé du Parti communiste unitaire, et cela a amené à ce que les organes nationaux slovaques ainsi que l'appareil de l'Etat en général soient devenus les seules coulisses du gouvernement de la bureaucratie du parti.

Au nom de cette raison d'Etat, l'équipe du gouvernement central de Prague (tchéco-slovaque) a exercé au début des années 1950 de brutales répressions contre les militants slovaques non communistes d'abord, puis contre les responsables du PC. C'est cette situation qu'a reçue en héritage la direction réformatrice pragoise qui s'est formée vers la fin des années 1950.

Après avoir hésité durant plusieurs années, elle a suspendu les jugements contre les communistes slovaques (1963). La première erreur aura été cette longue hésitation sur une question particulièrement claire. Mais dans cette situation, la plus grande erreur qu'aurait commise les partisans pragois de Khrouchtchev est probablement celle-ci : ils ont fait prévaloir dans la nouvelle Constitution socialiste d'Etat, comme on disait déjà en 1960, une nouvelle limitation des compétences des organes autonomes slovaques. Le but en était certainement l'obtention d'un fonctionnement simplifié et perfectionné de l'appareil bureaucratique, ce qu'on ne cachait pas beaucoup.

On le justifiait idéologiquement par « l'idéal communiste » du rapprochement et de la fusion des nations, mais cela a représenté dans les faits une provocation contre la nation slovaque. Et le régime a obtenu ce qu'il voulait. Le mouvement de l'opposition en Slovaquie est un fait qui trouve son origine en 1961 (avec, en particulier, les memorandum de protestation).

Puis, le régime a commis une autre erreur : depuis 1945, tous les gouvernements pragois, avant ou après le putsch de février, avant ou après les répressions contre les stalinien slovaques, mettaient l'accent sur l'industrialisation de la Slovaquie.

La raison en était le simple intérêt de l'Etat dans la tendance à l'égalisation des structures sociales, dont le contraste représentait un obstacle évident non seulement à l'unité de l'Etat, mais à son administration en général. Ce n'est donc pas par idéalisme que durant les 15 premières années au moins, le PCT a fait prévaloir une politique du développement prioritaire de la Slovaquie. En conséquence, la Slovaquie est entrée dans les années 1960 en tant que société industrielle, développée, urbaine, avec sa culture indépendante et florissante.

A cela se joignait le développement de la conscience nationale qui était attaquée et offensée par le centralisme pragois.

C'est en 1960-1961 que les premiers signes de ralentissement du

rythme du développement économique sont apparus. La direction de Prague a pris la décision d'agir de façon tout à fait technocratique en concentrant tous les investissements dans le développement des branches de l'économie dont les perspectives étaient les meilleures à cette époque : la chimie lourde et l'énergétique.

Le problème slovaque

Tout cela signifiait une concentration des investissements en Bohême du Nord en particulier, et, en conséquence, une intervention radicale dans le développement prioritaire de la Slovaquie. Cette solution conduisit à un développement du mouvement slovaque, à tel point que d'importantes personnalités de « l'establishment » ont commencé à le soutenir, et, par ailleurs, elle a amené à la radicalisation de la base idéologique de ce mouvement.

On ne pouvait pas, dans le cadre de la « rationalité » économique, s'opposer aux arguments des centralistes pragois : contre eux, il fallait s'appuyer sur la conscience naturelle de la nation qui a ses exigences.

Un autre facteur important a été la réforme de l'Etat et du droit exercé par la nouvelle Constitution « socialiste » qui a aboli en fait l'administration autonome, et placé ses agents exécutifs directement à Prague.

Mais l'appareil du parti a conservé la forme sous laquelle il avait été créé après la fusion des deux partis stalinien. Les secrétariats du parti autonome de Bratislava n'avaient pas les pleins pouvoirs dans leurs districts. Ils sont en conséquence facilement devenus les bases de l'opposition.

De cette façon, il y avait en Tchécoslovaquie, depuis 1963-1964 au moins, un mouvement social important dont l'existence s'écartait des expériences sociales actuelles, du point de vue de l'activité sociale organisée.

Ce mouvement, par ses arguments, contribuait de façon importante à toute la vie politique. C'était une exception dans la grisaille du système totalitaire. En Slovaquie, notamment à Bratislava, des assemblés se sont tenus ; par exemple, à l'université, on lisait publiquement les positions développées par la politique de l'opposition. Plusieurs journaux slovaques, en particulier culturels, publiaient des articles qui étaient littéralement le point de vue de l'opposition trois ans avant le prétendu « printemps de Prague », et les réponses qu'ils ont publiées aux timides tentatives de repréciser de Novotny exprimaient une résistance manifeste.

Conflit au cœur du pouvoir

Ce n'est pas un hasard si c'est la question slovaque, portée par une véritable levée en masse, qui a été la raison du conflit au cœur du pouvoir, au comité central du PCT, en automne 1967.

Le mouvement national slovaque, le large mouvement de masse qui avait de fortes positions, non seulement dans les journaux et dans les institutions légales, mais surtout dans l'appareil du parti en Slovaquie, et en particulier dans l'organisation du PCS dans la ville de Bratislava, a été le levier qui a déclenché les événements tchécoslovaques de l'année 1968.

Ce n'est pas de notre faute si le lecteur, influencé par les auteurs des travaux sur l'année 1968, ignore tout cela. Si nous prenons en compte des faits que nul ne peut nier, nous pouvons tirer une première conclusion : l'affirmation que c'est le PCT qui a initié le processus de l'année 1968 en Tchécoslovaquie est sans doute vraie. C'était lui l'instigateur de la politique de Prague à l'égard de la Slovaquie dans la période 1960-1964. Dans le même sens, pourrait-on dire, Louis XIV a été le père de la Révolution française.

Mais la direction du PCT et de l'Etat tchécoslovaque n'était pas, même avant 1968, souveraine. Elle dépendait toujours de Moscou — quoique la dépendance de la Tchécoslovaquie d'alors était moins grande que celle des autres Etats stalinien, et bien moindre que sa dépendance actuelle.

Et c'est là une autre des circonstances fondamentales pour l'évolution du processus qui a abouti à ce que l'on appelle le « printemps de Prague », qui est, comme nous l'avons déjà expliqué, plutôt le « printemps de Bratislava ».

Répetons que le cours politique de la direction tchèque, durant dix ans à partir de la moitié des années 1950, est parallèle à celui de Moscou. Les intérêts communs des deux directions au pouvoir résidaient dans la dépendance de la Tchécoslovaquie, y compris des représentants pragois eux-mêmes. C'est dans ces conditions que Novotny a commis une nouvelle erreur : quand Khrouchtchev est tombé, Novotny n'a pas compris que précisément, en tant que « meilleur allié » de Khrouchtchev, il aurait dû s'empresser de prêter serment d'allégeance à son nouveau maître. Il a manifesté au contraire son mécontentement et a demandé des explications. Moscou ne pardonne jamais un tel écart vis-à-vis de l'étiquette, et ne l'a pas pardonné à Novotny lui-même. C'est ainsi qu'après la certaine idylle qui régnait jusque-là, une autre tension historique est née entre les nouveaux souverains de Moscou et les « meilleurs amis » de Khrouchtchev à Prague.

Cela est apparu d'abord dans le conflit avec la RDA. Dès 1965 environ, la tension s'accroissait entre la Tchécoslovaquie réformatrice et sa voisine qui représentait le meilleur appui pour les conservateurs au sein du bloc soviétique. Cela est même apparu avec les attaques publiques dans *Neues Deutschland* contre les réformateurs tchèques.

Il devait être clair de tous cotés que Berlin-Est ne parle pas en son seul nom. Et c'était naturellement clair pour les réformistes tchécoslovaques.

Durant la seconde moitié des années 1960, Moscou a commencé à demander au gouvernement de Prague d'accepter le séjour d'un nombre au moins symbolique de troupes militaires soviétiques sur son territoire, ce qui était clairement en relation avec la nouvelle stratégie globale du Kremlin. Novotny rejetait cette exigence de Moscou, uniquement peut-être à cause de son orgueil jaloux de la stabilité de son régime sans nul besoin de baïonnettes étrangères, et certain aussi de la force de sa propre armée, capable à elle seule d'affronter la prétendue menace des impérialistes allemands et autres ; cette fierté n'était donc pas sans motifs. Mais il est possible qu'il cherchait à assurer une indépendance plus grande vis-à-vis de Moscou.

Il s'est, en tout cas, trouvé dans une position dangereuse. Ce qui le maintenait, c'était la stabilité de son propre régime, que les nouveaux souverains de Moscou, dans leur propre intérêt global, ne pouvaient se permettre de mettre en danger.

Mais la stabilité du régime de Novotny était la stabilité de la société tchèque, culminante dans les années 1960. En même temps, le régime de Slovaquie était déjà très instable.

La légitimité des aspirations slovaques

Il ne faut pas oublier que, du point de vue historique, il y a eu un parallélisme temporaire et apparent entre les intérêts de la Slovaquie et ceux de Moscou. Cette constatation ne dément nullement la légitimité des exigences et des buts du mouvement national slovaque. C'est encore un tribut que les deux nations ont dû payer au stalinisme. Par le caractère même du système de cette époque, où, en ce qui concerne l'administration slovaque, le dernier mot revenait toujours à Prague, les Slovaques voyaient dans le centralisme pragois le symbole de tous les traits du régime qu'ils refusaient.

La réaction de désapprobation contre le centralisme s'est simplifiée en réaction contre le centralisme pragois et le mouvement aux exigences généralement démocratiques a pris la forme d'un mouvement unilatéralement national. Les Slovaques ne sentaient pour le moins aucun intérêt propre au maintien de l'indépendance la plus grande de Prague à l'égard de Moscou. La revendication slovaque la plus importante, c'était d'abord une plus grande compétence des organes nationaux slovaques vis-à-vis des organes pragois, puis, sous une forme plus développée, la *Fédéralisation de l'Etat*.

Cela consistait à remplacer le régime d'alors, autonome, c'est-à-dire « déséquilibré », en créant un régime « équilibré », basé sur la *fédéralisation* de l'Etat par la création d'organes nationaux slovaques aux côtés des organes nationaux tchèques et par une parité des deux nations au sein des organes fédéraux communs, c'est-à-dire centraux.

Il s'agissait en outre de faire prévaloir, pour toutes les questions importantes de l'Etat, la prétendue défense de « majorisation », la Constitution devant donc empêcher que la nation la plus importante numériquement fasse prévaloir n'importe quelle décision sans l'accord de la plupart des représentants de la nation la moins nombreuse.

Du point de vue de la libre disposition de la nation slovaque, il s'agissait certainement de revendications justes et logiques. Mais il faut aussi voir que c'étaient là des revendications qui n'étaient alors nulle part effectives ailleurs et qui étaient en contradiction avec la simple tradition démocratique de l'égalité des citoyens (un citoyen = une voix).

Ces revendications n'étaient motivées que par les intérêts nationaux slovaques, et c'est pourquoi elles ne rencontraient pas de compréhension dans la société tchèque, étant donné qu'il n'y avait aucune force politique pour les expliquer. Il n'y avait là aucune activité sociale qui fût indépendante du PCT, à la différence de la Slovaquie. Le PCT était contre les prétentions slovaques.

En Slovaquie, cela était perçu comme la résistance des Tchèques et de la société tchèque aux revendications slovaques. Dans les faits, la majorité absolue des Tchèques ne connaissait rien de ces revendications.

C'est pourquoi les illusions immenses dans l'URSS ont trouvé un terrain aussi grand en Slovaquie. Elles existaient aussi dans la société tchèque, mais moins largement qu'en Slovaquie. C'est ainsi que la solution à la question ethnique en URSS pouvait être considérée comme le modèle pour la Tchécoslovaquie, en raison simplement de l'existence formelle du système fédéral en URSS.

La répression exercée (sur ordre de Staline) par la représentation pragoise contre la représentation stalinienne slovaque a eu un rôle particulièrement fatal pour l'histoire des deux nations jusqu'à nos jours. Les conséquences en ont été d'abord que le système de répression était, aux yeux des Slovaques, identifiable à Prague, aux Tchèques et apparemment à leurs valets slovaques.

Et ce qui est plus important, la représentation slovaque strictement stalinienne n'a pas réussi à se compromettre suffisamment par ses propres actions aux yeux de sa propre nation, mais elle s'est trouvée coiffée de l'auréole des martyrs nationaux.

Un paradoxe

L'hésitation même de Novotny durant plusieurs années à réhabiliter les stalinien slovaques y a concouru ; il l'expliquait d'ailleurs lui-même par la peur du retour de Husak à la vie politique... De cette façon, un incroyable paradoxe est né : la direction de Prague, khrouchtcheviste-réformatrice, qui n'avait plus elle-même de lien direct avec les auteurs de la répression contre les stalinien slovaques, est devenue aux yeux des Slovaques l'héritière de la faute.

Tandis que Husak, le cynique politicien de la dure école stali-

nationale slovaque

nienne, s'est trouvé à l'arrière-plan du large mouvement de revendications nationales et généralement démocratiques.

Il faut encore ajouter que le mouvement patriotique slovaque dans un régime totalitaire n'avait pas et ne pouvait pas avoir la base organisée nécessaire dans une organisation sociale indépendante. Mais il l'a d'autre part paradoxalement trouvée dans les organes du parti lui-même. Cette réalité a obligatoirement influencé en retour le mouvement lui-même.

Si nous avons constaté que la société tchécoslovaque en général, au seuil de l'année 1968, commençait seulement à dépasser les illusions envers le stalinisme, cela est encore plus largement vrai dans les conditions particulièrement slovaques. Cela, en dépit du fait que c'était précisément en Slovaquie (et non pas en Bohême) qu'existait un large mouvement populaire qui, par sa nature, niait le stalinisme.

Il n'y a pas et il n'y aura peut-être jamais de preuve de ce que les nouveaux souverains du Kremlin avaient déjà à cette époque choisi Husak comme favori, mais cela n'est pas nécessaire. Il suffit de constater des réalités bien évidentes : il est tout d'abord impossible que la situation régnant depuis trois ans (début 1965) en Slovaquie ait été ignorée du KGB. De même que l'ambassade soviétique de Prague est plus qu'une mission diplomatique, le consulat général à Bratislava a aussi toujours effectué d'autres fonctions que celles d'un consulat.

En second lieu, tout cela était naturellement connu de Novotny.

La mise en avant de Husak, en particulier à partir de 1965, lui a laissé supposer que cet habile manœuvrier disposait de sûrs appuis. Même si cet accord direct et cette coopération entre le KGB et Husak n'existaient pas en 1965, celui-ci a su habilement convaincre Prague de la réalité de son existence, qu'il a en tout cas bien caché aux yeux du peuple slovaque lui-même. Il pouvait ainsi presque tout se permettre, que ce soit des déclarations d'opposition au sein du parti ou des activités qui seraient considérées comme fractionnelles dans n'importe quel parti politique. Il est même le fondateur des « samizdat » tchécoslovaques.

Tout politicien slovaque démocrate, socialiste ou chrétien qui aurait tenté de faire de même aurait subi le dur châtement de Novotny qu'ont connu, y compris dans les années les plus libérales, les Tchèques aux mêmes orientations critiques.

Mais Husak est parvenu à le faire. Il renforçait consciemment sa position en présentant l'exemple de la fédération de l'URSS comme un modèle pour le monde entier. Ainsi le mouvement patriotique slovaque était influencé et manipulé idéologiquement. Beaucoup le croyaient vraiment.

Bien que nous n'ayons pas de témoignage direct sur l'accord entre Husak et le KGB avant 1968, nous pouvons confirmer par le fait qu'il était précisément devenu le représentant du mouvement national slovaque. Lui qui flirtait auparavant avec le fascisme et est ensuite devenu le principal responsable des

représailles stalinienne contre les antifascistes slovaques, lui qui a vendu en 1945, puis en 1948, les intérêts nationaux slovaques aux centralistes pragois grâce à la manœuvre stalinienne sur la question des nations de la Tchécoslovaquie.

Nous pouvons aussi deviner les intrigues du KGB sous les agissements de Novotny qui, au moment même où Husak était déjà soutenu par l'opinion publique en Tchécoslovaquie, s'est finalement décidé à intervenir de façon plus décisive.

Le comportement dévoué de ses généraux indique qu'il était lui-même probablement assuré d'avoir le soutien du Kremlin. Alors que le jeu du Kremlin visait précisément à le faire tomber. Ce fut la cause de la révolution de palais du 5 janvier 1968, en résultat de la crise formée autour de la question slovaque, ainsi que de la visite de Brejnev à Prague qui a décidé le putsch. Tout cela reste sous silence. La place de Novotny, le réformiste autoritaire (dont le passé n'avait rien à voir avec Moscou !), a été prise par Dubcek, sans importance et incapable, éduqué en URSS, dont Brejnev attendait la plus grande obéissance, mais qu'il pouvait à peine considérer comme instrument d'une solution durable.

Cependant, le processus de déstabilisation du régime et de dislocation au niveau le plus élevé de la société tchèque a commencé. Le signal en est donné par la scission du groupe réformiste pragois associé au pouvoir avec son aile la plus radicale. Ce processus a cinq ans de retard par rapport à la situation slo-

vaque, mais surtout il n'a pas de base de masse.

L'appui de l'aile réformiste plus radicale était notamment constitué des groupes d'experts du parti, créés par Novotny après 1962. Leur rôle était d'écarter du pouvoir les derniers fonctionnaires de l'école stalinienne, adversaire de Novotny. Cette division au sein du groupe d'origine unitaire et réformiste commence à apparaître dès 1966. Elle éclate avec évidence lors du congrès des écrivains tchèques en juin 1967. La raison pour laquelle cette aile qui se formait n'est pas devenue l'alliée du mouvement nationaliste slovaque est la question la plus importante du point de vue du développement ultérieur.

L'importance de la question nationale slovaque

Le mouvement national slovaque, durant des années d'existence, n'a rencontré aucun soutien important dans le milieu tchèque, en raison de l'absence totale d'un mouvement tchèque analogue pendant une longue période. Et le groupe réformiste le plus radical ne recherchait aucun allié car il pensait que les meilleurs d'entre eux étaient dans le Château de Prague.

Il est en tout cas vrai que même lors du fameux congrès des écrivains de Prague, aucune parole de soutien aux justes exigences (qui allaient dans l'intérêt des Tchèques mêmes !) de la nation slovaque n'a

été prononcée du côté des Tchèques. C'est ainsi que c'est seulement en mars 1968 que les journaux tchèques ont donné quelque attention au mouvement de masse slovaque, moment où les Tchèques ont vu avec surprise Dubcek, porté en avant par le mouvement national slovaque, devenir aussi leur dirigeant suprême. Cette incompréhension dont ont fait preuve les intellectuels tchèques a eu plus tard des conséquences fatales.

Le congrès des écrivains en 1967 a marqué le début de la rupture entre la direction du PCT au sommet et les écrivains tchèques. La raison en est évidente : c'était la lecture d'une lettre de Soljenitsyne au congrès. Les écrivains du parti compromettaient ainsi Novotny aux yeux du Kremlin de façon inacceptable et violaient l'accord non écrit d'aide mutuelle.

Il ne restait plus à Novotny qu'à intervenir. Il avait le soutien de tous les autres membres du comité central, ceux-là mêmes qui, six mois plus tard, allaient apprendre aux Tchèques les règles de la démocratie et insulter Novotny.

Rappelons encore que l'organisation des écrivains du parti peut être, dans un certain sens, considérée comme « une organisation de masse », mais non comme la preuve de l'existence d'un mouvement d'opposition de masse dans la société tchèque, plus même, qu'elle aussi a été manipulée par Novotny (il lui a suffi d'exclure trois écrivains du parti).

Et avant tout, que ni à cette époque-là, ni plus tard, elle n'a mis en avant, ne serait-ce que par une légère allusion, un programme de changements exigés. Au moment du putsch de janvier 1968, il y avait en Tchécoslovaquie un seul programme politique tout à fait clair : l'exigence des Slovaques de la Fédération de l'Etat portée par un vaste mouvement de masses qui considérait à juste titre la chute de Novotny comme sa victoire. Nous avons expliqué pourquoi un tel mouvement n'existait pas et ne pouvait pas exister parmi les Tchèques dans la première partie de cet essai.

De là, découle l'importance primordiale de la question nationale slovaque dans les événements de 1968 en Tchécoslovaquie. L'ignorance totale de ce processus par le lecteur est de la responsabilité des auteurs des livres et articles écrits aujourd'hui. Les auteurs « tchécoslovaques » sont en général des Tchèques qui ont ordinairement participé à 1968 et sont donc responsables du tragique processus qui s'est achevé par la victoire de la contre-révolution. Ils n'écrivent pas pour montrer leurs propres fautes mais pour motiver leurs prétentions à la direction politique dans l'avenir. Les auteurs occidentaux sont eux de véritables kremlinologues.

Nous n'avons pas exagéré le problème slovaque dans cet essai. Nous soulignons cette réalité pour la simple raison que nous voulons expliquer complètement et très concrètement au lecteur dans quelle mesure la question nationale est importante en Europe de l'Est pour le rejet révolutionnaire des systèmes totalitaires de type stalinien ainsi que comme point de départ des manœuvres stalinienne pour qui le pouvoir du Kremlin se situe au-dessus des nations.

Manifestation à Prague en 1968.



Le premier gouvernement ouvrier et paysan

« Le congrès décide de prendre entre ses mains le pouvoir gouvernemental »

A 3 h 10, à l'annonce de la chute du Palais d'Hiver, le second congrès pan-russe des soviets reprend ses travaux. Les dirigeants de la droite socialiste, socialistes révolutionnaires et mencheviks, ont tenté d'entraîner une partie des délégués dans un départ spectaculaire. En fait, l'écrasante majorité des délégués des conseils (soviets) d'ouvriers est là, ainsi qu'une bonne partie des délégués paysans. C'est ce que le congrès constate dans une proclamation qu'il adresse « aux ouvriers, soldats et paysans » annonçant la fin du comité exécutif des conciliateurs et déclarant :

« Soutenu par une écrasante majorité d'ouvriers, de soldats et de paysans et s'appuyant sur l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison de Petrograd, le congrès décide donc de prendre entre ses mains le pouvoir gouvernemental. »

Le programme du nouveau gouvernement est celui dont les masses russes exigent la réalisation : « proposer à toutes les nations une paix démocratique et un armistice immédiat sur tous les fronts », « assurer le transfert de toutes les terres (...) aux comités paysans », « défendre les droits des soldats en démocratisant l'armée », « établir le contrôle ouvrier sur l'industrie », « convoquer l'Assemblée constituante », « ravitailler villes et villages », « assurer à toutes les nationalités habitant la Russie le droit à l'autodétermination ».

L'autorité locale est transférée immédiatement aux « conseils de députés des ouvriers, des soldats et des paysans ». Le gouvernement trouvera les moyens de sa politique en imposant les riches et en réquisitionnant.

L'ataman des cosaques du Don, le général Kaledine, annonce à la presse qu'il prend le pouvoir en attendant le rétablissement du gouvernement provisoire de Kerenski. A Petrograd se constitue un « comité pour la sauvegarde du pays et de la révolution », à Moscou un « comité de salut public » qui réussit à isoler dans les murs du Kremlin le comité militaire révolutionnaire.

Le conseil municipal de Petrograd décide qu'il va constituer des « comités de maisons » dont les membres se défendent les armes à la main en cas d'intrusion. A 8 heures du soir commence la seconde session du congrès. Kamenev donne lecture de deux décrets qui ont été rédigés sur le vœu de congrès : la peine de mort est de nouveau abolie, la liberté d'agitation rétablie partout dans l'armée, les membres de comités paysans arrêtés sont libérés et les commissaires qui les ont arrêtés, arrêtés eux-mêmes.

Tous les soviets prennent le pouvoir. Au nom du « gouvernement provisoire des ouvriers et paysans de Russie », Lénine lit le texte de la proclamation dans laquelle les exploités de l'ancien empire tsariste proposent la paix au monde et

Deux heures du matin, le 8 novembre 1917. L'insurrection vient de triompher et le Palais d'Hiver est tombé. Le délégué du comité militaire révolutionnaire, Antonov-Ovseenko, fait l'appel et dresse la liste des ministres du gouvernement Kerensky qui sont arrêtés et vont être expédiés à la prison de la forteresse Pierre-et-Paul, où tant de révolutionnaires ont croupi tant d'années durant. Les soldats et marins, les civils en armes, exigent que les messieurs dont ils viennent de s'emparer fassent le trajet à pied et c'est ce qui arrive.

Alexandre Kerenski, le chef du gouvernement provisoire, n'est pas là. Dès le 7, il a quitté son bureau pour aller quémander de l'aide auprès des chefs militaires. A l'heure où ses ministres, encadrés chacun par deux gardes du corps, prennent le chemin de leur cellule, il est auprès du général Krasnov et multiplie les communiqués fanfarons annonçant qu'il va mettre un terme à « l'aventure bolchevique ».

La presse de la capitale tient le même langage et le numéro de la veille des *Izvestia*, organe de l'exécutif des soviets, dénonce la « folle aventure ».

L'ouverture immédiate de négociations.

C'est également Lénine qui lit le décret sur la terre : la propriété privée en est abolie, la terre devient propriété du peuple, remise à ceux qui la travaillent à travers leurs représentants, les soviets de délégués paysans. Un délégué vote contre les deux décrets, huit autres s'abstiennent.

Kamenev développe alors les propositions de formation du « Gouvernement provisoire des ouvriers et des paysans » qui portera le nom de conseil (soviet) de commissaires du peuple, contrôlé et révocable par le congrès et l'exécutif des soviets. Puis il donne lecture de la liste des treize personnes proposées pour faire partie de ce conseil : tous sont membres du Parti bolchevique.

Un débat s'engage autour de la proposition faite par les délégués des social-démocrates internationalistes qui demandent un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes, et Trotsky répond au nom des bolcheviks.

Un représentant du syndicat des cheminots obtient la parole et annonce que son syndicat, hostile à un gouvernement bolchevique homogène, prend pour lui-même l'autorité sur le chemin de fer avec les pouvoirs du ministère des Transports ; il menace de ne pas transporter les troupes et de couper le ravitaillement de Petrograd. A 5 heures du matin, les délégués élisent leur nouveau comité central exécutif : 110 membres dont 61 bolcheviks, 29 socialistes révolutionnaires de gauche.

Ouvriers et paysans s'organisent

Au petit matin, le 9 novembre, les cosaques du général Krasnov, avec Kerenski, occupent Gatchina, tout près de la capitale, dont Krasnov est « nommé » commandant militaire. La grève est décidée dans les ministères à l'appel des hauts fonctionnaires de l'ancien régime.

Les socialistes révolutionnaires de droite assurent que le nouveau pouvoir est une « bulle de savon », appellent à la grève générale pour « liquider l'aventure bolchevique ». Lénine appelle à la rescousse les marins de Cronstadt ; Trotsky, au nom du comité militaire révolutionnaire de Petrograd, appelle les ouvriers à organiser la défense, à creuser les tranchées et barrer les routes.

Le général Krasnov est plein de confiance car les gens de Petrograd



Petrograd octobre 1917 : l'institut Smolny, siège du Comité militaire révolutionnaire, défendu par les gardes rouges.

ont, dit-il, « pris tard dans la nuit du bon temps dans les bistrotts et les cinémas... ». Les bolcheviks découvrent que les élèves-officiers sont sur le point de déclencher un soulèvement armé : ils les prennent de vitesse et les désarment...

En réalité, les bolcheviks ont déjà gagné la bataille de Petrograd par leurs décisions politiques. Aucun officier général ne vient renforcer à Gatchina la petite troupe de Kerenski. Comment entraîner les soldats à se rebeller contre un gouvernement qui demande la paix et qui offre la terre ? Comment défendre contre lui, devant les paysans en uniforme, l'autorité des gouvernements précédents qui n'ont rien fait pour obtenir la paix et n'ont pas tenu leurs promesses de donner la terre ?

C'est la fidélité au gouvernement ouvrier et paysan des régiments d'artillerie de Moscou qui permet d'y écraser une tentative des élèves-officiers mieux engagée qu'à Petrograd et qui fut tout près de vaincre.

C'est la force de son programme, la volonté de millions d'hommes d'arracher la paix et de prendre la terre qui étend la révolution de son propre mouvement : ville après ville, village après village voient les pouvoirs des soviets s'imposer, la zone de l'autorité du gouvernement provisoire ouvrier et paysan s'agrandir sans cesse.

Formation du Parti bolchevique

Il y a certes un flottement de plusieurs jours à la tête même du parti qui a dirigé la révolution et l'insurrection d'Octobre. Les hommes qui redoutaient l'aventure de l'insurrection ne voient pas la force de l'idée soviétique portée par les masses avec leur aspiration à la paix et leur faim de terre. Ils jugent la tâche impossible, écoutent ceux des socialistes qui appellent, avec le syndicat des cheminots, à un « gouvernement de coalition » et même parfois, un « gouvernement socialiste sans Lénine ni Trotsky ».

Mais la direction du parti demeure ferme. Tous les observateurs le notent : les masses sont pour le gouvernement, les riches, à la ville ou au village, se prononcent contre lui.

Le premier décret du conseil des commissaires du peuple donne la caution de la « légalité révolutionnaire » à ce qui se pratique dans tout le pays, les soviets locaux réquisitionnant les biens, les magasins, les cantines, tous les établissements industriels et commerciaux qu'ils jugent nécessaire de faire fonctionner malgré le sabotage des patrons.

Un autre donne au conseil des commissaires du peuple un pouvoir législatif qui permettra d'accélérer le mouvement, mais reconnaît à l'exécutif des soviets le droit d'annuler les décisions du gouvernement.

Un décret du 9 novembre donne au conseil le droit d'interdire les journaux qui appellent à la lutte ou à la désobéissance, refusant de reconnaître l'autorité du gouvernement ouvrier et paysan provisoire : mesure inopérante qui doit être reprise et renforcée quelques jours plus tard. Cette fois, on confisque presses et bâtiments, papier et encre d'imprimerie. Le gouvernement ouvrier et paysan l'affirme nettement : on ne laissera plus les organes des banques empoisonner l'opinion publique, calomnier et salir, mentir sans vergogne. Pour compléter la mesure, on crée le 20 novembre un monopole d'Etat de la publicité, permettant d'assurer une vraie liberté de presse, affranchie du pouvoir de l'argent.

Classe contre classe

Le 20 novembre 1917, les *Izvestia* publient une mise en garde du comité militaire révolutionnaire :

« Les classes riches résistent au gouvernement soviétique, au gouvernement des ouvriers, des soldats et des paysans. Leurs partisans ont

organisé une grève des employés de l'Etat et de la municipalité, y appellent les employés de banque, essaient d'arrêter le chemin de fer, les télégraphes, téléphone et services postaux. Nous les mettons en garde : elles jouent avec le feu. »

L'appel poursuit : « Nous prévenons les classes riches et leurs partisans que si ils n'arrêtent pas leur sabotage et si cela aboutit à l'arrêt du transport du ravitaillement en produits alimentaires, ils seront les premiers à souffrir des conséquences de leurs actes. Les riches et leurs partisans seront privés du droit à recevoir de la nourriture. On confisquera les biens des plus coupables. »

Le général Doukhonine refuse d'ouvrir les pourparlers pour les négociations de l'armistice sans que les Alliés soient associés à l'ouverture de ces négociations. Le gouvernement ouvrier et paysan le révoque et le remplace par un militant bolchevique, l'enseigne Krylenko, et les pourparlers commencent le 26 novembre.

C'est avec l'appui des soviets de soldats, les détachements de marins rouges, qu'il impose son autorité au quartier général et donne aux soldats la certitude que le gouvernement ouvrier et paysan a bien repris à son compte la revendication de la « paix immédiate ».

La force de ce gouvernement

Qui donc, à l'occasion de la commémoration de la révolution d'Octobre, rappellera aujourd'hui ce qui fit la force et la grandeur du premier gouvernement ouvrier et paysan de l'histoire tout entière ? Ce gouvernement tint les promesses du parti qui le constituait. Il réalisa, en dépit des obstacles de toutes sortes, ce qu'il avait promis.

Confronté à la résistance des classes privilégiées, il ne capitula pas silencieusement devant elles, proclama qu'il ferait « payer les riches » et les fit payer, appela les masses à le défendre et elles le firent.

Son courage et sa lucidité, sa détermination, sa profonde confiance dans le mouvement des masses lui permirent de tenir dans les conditions difficiles où il était arrivé au pouvoir, évitant au peuple russe le chaos et la dictature militaire d'un quelconque sabreur, préface à la colonisation du pays.

Pour déclencher contre lui une guerre civile, il faudra, pour les gouvernements du monde entier, bien des mois de préparation, beaucoup d'argent, une campagne systématique de haine et de meurtres. Et le gouvernement ouvrier et paysan remportera cette guerre civile, avec le soutien des masses qui font confiance à ceux qui font ce qu'ils disent et qui disent ce qu'ils font.

La suite est une autre histoire : Staline et le stalinisme ne sont pas sortis de la politique de ce gouvernement ouvrier et paysan, ils sont le résultat du croisement monstrueux de la famine et de l'impérialisme, du catéchisme des papes et de la police secrète du tsar, de l'alliance des P-DG de monde entier avec les généraux cosaques contre ce gouvernement ouvrier et paysan de l'histoire du monde.

Pierre Broué.

Les dossiers de Tribune



LE CHÔMAGE EN EUROPE

Dossier préparé
par S. Reis et
C. Genty

A la fin de 1984, l'armée des chômeurs en Europe capitaliste comptera 20 millions de membres, selon les dernières prévisions officielles de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). En deux ans, trois millions et demi de travailleurs et de travailleuses auront été mis sur le pavé, alors même que l'OCDE prévoit une légère reprise de l'activité économique. Dans le jargon des « experts », cela signifie que le chômage devient de plus en plus « structurel ». A des dizaines de millions d'hommes et de femmes, jeunes ou moins jeunes, le capital n'offre plus désormais qu'un avenir de chômeur, année après année, et pourquoi pas génération après génération.

Le tableau n'a pas besoin d'être noirci. L'explosion du chômage depuis 1980, le développement du travail à temps partiel et du travail au noir, l'allongement constant et dramatique de la durée du chômage témoignent de ce que le capitalisme européen considère désormais l'expulsion de la production d'un nombre toujours plus important de travailleurs comme une donnée permanente de son fonctionnement.

La crise de surproduction a atteint un tel degré de gravité, notamment dans les grandes industries traditionnelles, que tout l'effort du capital tend à reconstituer des marges de profit sur la base d'un niveau de production sans cesse diminué. L'argent qui y est investi est le plus souvent celui des contribuables et il sert essentiellement à supprimer des emplois. Les capitalistes préfèrent eux les charmes de la spéculation, où l'argent fait de l'argent sans aucun recours à la production.

Si l'on passe du tableau d'ensemble aux détails, la réalité est encore plus dramatique. Les vieilles régions industrielles européennes, le Nord et la Lorraine en France, l'Ecosse et le Pays de Galles en Grande-Bretagne, la Wallonie en Belgique, etc., connaissent des situations de chômage endémique que l'on croyait il y a peu réservées à l'Andalousie ou à la Calabre. Des villes meurent, asphyxiées par la disparition quasi totale des emplois industriels.

(suite page III)

Stopper les licenciements

DEPUIS une semaine, les manifestations se sont multipliées pour la défense de l'emploi... 2,15 millions environ d'Allemands sont actuellement sans emploi. Dans le bassin de la Ruhr, 15 000 personnes ont défilé à Hattingen pour protester contre la fermeture prochaine d'une usine appartenant au premier groupe sidérurgiste ouest-allemand Thyssen.

Dans la construction navale, l'annonce par le maire de Brême de la fermeture d'une partie des chantiers navals et la suppression de 2 700 emplois a provoqué d'importantes manifestations » (extraits d'une dépêche d'agence du 3 septembre 1983).

Une dépêche comme il en « tombe » régulièrement à propos de tous les pays d'Europe. Le dossier publié dans ce numéro de *Tribune internationale* n'a d'autre ambition que de dégager certains traits essentiels du développement du chômage en Europe. Ces données s'inscrivent évidemment dans la détérioration de la situation économique mondiale mais indique aussi, comme le souligne l'éditorial de ce dossier, un « déclin relatif de l'Europe ». Déclin qu'aggrave la guerre commerciale menée par l'impérialisme américain qui mine les bases mêmes de la puissance industrielle de l'Europe.

Ces données, nous pensons que le simple fait de les fournir constitue un élément qui peut aider la lutte des travailleurs contre le chômage,

contre les licenciements, lutte qui se développe sous des formes multiples.

Par exemple, on trouvera dans ce numéro (pages 6 et 7), des informations sur la poursuite du combat des sidérurgistes de Sagunto, qui sont allés manifester devant les Cortes pour remettre le projet de loi soutenu par 800 000 signataires, projet qui vise à garantir par la loi les emplois à Sagunto.

En effet, confrontés à des situations où au parlement siègent des majorités des partis se réclamant de la classe ouvrière (France, Espagne, Grèce), les travailleurs, dans le cours de leur mobilisation, se tournent vers ces majorités pour leur demander de respecter le mandat et la volonté de ceux qui les ont élus. C'est ainsi que le PCI développe en France une large agitation autour d'un projet de loi (signé par plus de 10 000 travailleurs) interdisant les licenciements et soumis à la majorité PS-PCF.

En Grèce également, une campagne a commencé autour d'une motion votée par l'assemblée générale des 1 000 travailleurs des chantiers de réparation navale Ifestos, motion qui a depuis reçu l'appui de nombreux syndicats, que nous reproduisons ci-dessous :

« Nous, travailleurs des sociétés Latsis, à la suite d'une assemblée générale extraordinaire, nous nous sommes rassemblés sur notre lieu de travail pour exprimer notre appui et

notre solidarité militante avec nos collègues licenciés.

Après avoir écouté les interventions, nous avons décidé de ne pas accepter les licenciements. Nous sommes décidés à défendre par tous les moyens le droit sacré au travail et nous demandons à la direction de l'entreprise la solution immédiate de notre problème.

Nous, travailleurs des sociétés Latsis, nous savons très bien de quelle façon le patronat a organisé les licenciements et la liquidation des entreprises, en résultat de quoi 1 000 collègues ont perdu leur travail durant ces deux dernières années.

Nous connaissons aussi la situation qui existe dans la région d'Elefifis et aussi dans toute la Grèce où le capital grec et étranger, face à la situation de la dernière période, essaie, par des licenciements, de créer un problème social et politique.

Nous approuvons toute mesure des autorités visant à contrôler et à arrêter les licenciements, nous affirmons que nous serions solidaires de tentatives de ce type. Nous pensons que l'intention du gouvernement est d'arrêter tout licenciement, même au niveau des 2 % des effectifs (1).

Pour cette raison, nous proposons le vote d'une loi qui interdise les licenciements, pensant que cette proposition concerne toute la classe ouvrière de notre pays. »

31 août 1983

(1) Il existe actuellement une disposition légale qui autorise le licenciement de 2 % des effectifs.

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE, MULTIPLICATION DES LICENCIEMENTS, EFFONDREMENT DE L'EMPLOI INDUSTRIEL...

Les « perspectives » de l'économie capitaliste en crise

L'ORGANISATION de coopération et de développement économique (OCDE) qui regroupe les 24 pays capitalistes les plus développés, a publié fin septembre une longue étude sur les « perspectives de l'emploi ». De l'aveu même des experts de l'OCDE, pourtant peu suspects de noircir le tableau, ces perspectives sont extrêmement sombres.

En 1981, l'ensemble des pays de la zone comptait près de 25 millions de demandeurs d'emploi. La vague de chômage aurait touché 30 millions de personnes en 1982 pour atteindre 35 millions à la fin de 1983. Sur ce total, les pays européens représenteraient 20 millions de chômeurs.

Alors que le taux de chômage devrait légèrement baisser aux Etats-Unis en dessous de 9,5 % au deuxième trimestre 1984, il ferait au contraire un nouveau bond en Europe, où près de 12 % de la population active sera alors privée de travail.

Avant même d'examiner la réalité de ces chiffres officiels, on sait que cette estimation moyenne tend à gommer certaines situations. Ainsi, le taux de chômage est-il proche de 17 % en Espagne, et aux Pays-Bas il est passé de 9,6 % en 1982 à plus de 17 % actuellement, soit un quasi-doublement en quelques mois.

L'effondrement de l'emploi industriel

Selon l'OCDE, pour empêcher seulement le chômage de progresser d'ici à la fin de la décennie, il faudrait créer 20 millions d'emplois dans les 24 pays de la zone. Pour ramener le chômage à son niveau de 1979 (19 millions), 15 millions d'emplois supplémentaires devraient être fournis d'ici la fin de 1989. Soit la création de 20 000 emplois par jour, alors que la « reprise » économique postérieure au premier « choc pétrolier » n'a permis d'en créer que 11 500 par jour.

Le capitalisme est au contraire engagé dans une politique de liquidation massive des emplois productifs.

Entre 1975 et 1979, les pays européens de l'OCDE perdaient 3 millions d'emplois industriels et agricoles. Et l'hémorragie s'est poursuivie et même accentuée depuis le second choc pétrolier. Dans le même temps, l'emploi industriel demeurait stable au Japon et progressait de 5 millions en Amérique du Nord.

Le déclin industriel de l'Europe est inscrit dans ces chiffres, et il se traduit sur le terrain par la liquidation progressive de branches et de régions à tradition industrielle depuis l'aube du capitalisme.

La sidérurgie française a perdu les deux tiers de ses emplois en dix ans et 10 000 nouveaux licenciements sont à l'ordre du jour. Les grandes manœuvres de regroupement à l'ordre du jour entre les sidérurgistes allemands laissent prévoir une nouvelle purge.

L'industrie automobile, longtemps présentée comme le moyen de créer des emplois dans les régions sinistrées par la crise, est entrée à son tour en Europe dans une ère de réduction massive des effectifs employés (voir plus loin). Ce phénomène frappe également l'alumi-

nium, la chimie lourde, les mines, le bâtiment et les travaux publics, la construction navale, pratiquement en voie de disparition en Europe, etc. Des régions entières de l'Europe sont littéralement en voie de sous-développement.

Au total, l'emploi industriel ne représente guère plus de 30 % de l'emploi total en Europe, contre plus de 35 % encore en 1975. Et la décroissance de l'emploi agricole s'est poursuivie, à moins de 9 % du total, contre plus de 11,5 % en 1975. En outre, l'aggravation de la crise a entraîné depuis 1980 un tournant menaçant dans l'évolution de l'emploi.

Le tertiaire a cessé de créer des emplois de remplacement. Le taux de croissance de l'emploi dans les « services », qui était encore proche de 3 % dans les principaux pays de l'OCDE entre 1975 et 1979, est tombé à 1,3 % en 1982. En Espagne et en Grande-Bretagne, l'emploi tertiaire a même commencé à diminuer.

représenteront 45 % du chômage total en France, 40 % au Royaume-Uni, le tiers en Allemagne fédérale. Cette proportion était déjà de 60 % en Belgique en 1982, essentiellement en raison de la véritable agonie industrielle qui caractérise le bassin d'emploi de Wallonie. Le chômage de longue durée frappait en Belgique en 1982 75 % des chômeurs âgés, 64,2 % des chômeurs sans emploi, mais encore 43 % des jeunes chômeurs.

En 1982, le chômage de longue durée a enregistré une très forte augmentation en Europe, et cela, note l'OCDE, « est attribuable en grande partie à des pertes d'emplois survenues en particulier dans les industries manufacturières ». Et selon les mêmes experts, « les perspectives actuelles du chômage de longue durée sont extrêmement sombres ».

Jeune et chômeur

Entre 1976 et 1982, le taux de chômage des jeunes dans les sept

deux de devenir chômeur, contre une sur quatre pour un adolescent blanc.

Si le chômage des jeunes frappe massivement les adolescents à la sortie de l'école (plus de 50 % en France selon une étude de mars 1980), l'aggravation de la crise se traduit par une dégradation de l'emploi des jeunes qui ont déjà commencé une vie active. En Grande-Bretagne par exemple, entre 1979 et 1981, la durée du chômage chez les jeunes de 18 à 24 ans a augmenté de 117 %, contre 27 % pour les jeunes de 16 à 18 ans.

Aux Etats-Unis, les chiffres ont été de 25 et 11% respectivement. D'une manière générale, le chômage des jeunes dure moins longtemps que celui des adultes, mais l'OCDE reconnaît que cela est dû le plus souvent à un chômage répétitif, interrompu par de brèves périodes d'activité.

Mais ce qui caractérise le chômage des jeunes, plus encore que celui des adultes, c'est une sous-

dizaines de millions d'hommes et de femmes à l'inactivité forcée. Mais on ne peut conclure sans mettre en cause la fiabilité de ces indications.

Avec l'aggravation de la crise, les gouvernements capitalistes ont mis au point un arsenal de mesures qui aboutissent à faire « disparaître » dans chaque pays des centaines de milliers de chômeurs. Pré-retraites pour les travailleurs âgés, stages de « formation » pour les plus jeunes, chômage technique, radiation des listes des travailleurs en fin de droits (ce qui intervient après un an seulement de chômage dans certains pays), etc.

L'OCDE elle-même reconnaît l'existence de « travailleurs découragés », c'est-à-dire ceux qui ont renoncé à demander un emploi parce qu'ils estiment quasiment nulles leurs chances d'en obtenir un. Selon l'organisation, ils représentent entre 10 et 15 % du nombre total des chômeurs recensés, soit de 3 à 4,5 millions de travailleurs dans les 24 pays de la zone.

Aux Etats-Unis en 1981, 17 % des chômeurs adultes seraient ainsi « sortis » de la population active et 24 % en Allemagne. Chiffres énormes.

Un autre phénomène masque l'évolution réelle du chômage, le développement du travail à temps partiel, qui frappe d'abord les femmes travailleuses (jusqu'à 90 % d'entre elles en Grande-Bretagne) et les travailleurs âgés, et qui s'est développé partout entre 1973 et 1983. Cette progression correspond beaucoup plus à la volonté du capital d'acquiescer une « plus grande souplesse » dans la gestion de la main-d'œuvre qu'au désir des travailleurs.

L'OCDE doit reconnaître que « la part du travail à temps partiel involontaire dans l'ensemble de l'emploi à temps partiel a progressé ces dix dernières années ». Dans les seuls pays pour lesquels on dispose de données, Canada et USA, le pourcentage des personnes contraintes au travail partiel est passé, entre 1975 et 1982, de 11 % à 25 % respectivement, à 25 % et 32 % du total des travailleurs à temps partiel.

Au total, la sous-évaluation du chômage dans les statistiques officielles est certainement proche de 50 %. 20 millions de chômeurs en Europe fin 1984, écrivions-nous en citant l'OCDE. Le chiffre réel sera certainement égal ou supérieur à 30 millions.

L'horizon en effet ne cesse de s'assombrir. D'ici un an, selon une estimation récente, plus de 300 000 emplois productifs devraient disparaître en France. Le secteur minier allemand annonce une restructuration qui va coûter des dizaines de milliers d'emplois, sans parler de la sidérurgie belge et luxembourgeoise, de l'automobile, etc. Même des industries de pointe comme les télécommunications préparent des charrettes de licenciements.

Et toutes les enquêtes indiquent que l'informatique accrue va provoquer la perte de dizaines de milliers de postes de travail dans les services, secteur où les créations d'emplois ont été les plus massives au cours des dernières décennies. Nul besoin, en effet, de noircir le tableau.

18 octobre 1983, Sergio Reis.



Le chômage de longue durée

La nature structurelle du chômage ressort de l'allongement constant de la durée du chômage pour les travailleurs et la proportion de plus en plus grande de chômeurs dits « de longue durée » (sans emploi depuis plus de 12 mois).

Ici encore, on constate que le phénomène frappe beaucoup plus brutalement en Europe qu'en Amérique du Nord. En 1979, les chômeurs de longue durée représentaient 21 % du total en moyenne dans les pays européens, contre 4,1 % en Amérique du Nord, les proportions passant à 32,1 % et 9,6 % respectivement.

Dans ses prévisions, l'OCDE estime qu'en 1984, les personnes sans emploi depuis plus de 12 mois

principaux pays de l'OCDE est passé de 11,8 % à 17,4 %. Le chômage touchera en 1984, selon les prévisions de l'organisation, 24 % des jeunes en âge de travailler en Grande-Bretagne, près de 28 % en France, 34 % en Italie et près de 44 % en Espagne.

Le taux de chômage des jeunes, cela n'est pas une surprise, est en général beaucoup plus élevé que celui des adultes, et le « risque de devenir chômeur », selon l'expression de l'OCDE, est en moyenne trois fois plus élevé pour les jeunes que pour les adultes.

Avec cependant de très fortes disparités selon l'origine sociale et le niveau de qualification, l'origine régionale ou raciale, puisqu'aux Etats-Unis par exemple, un adolescent non blanc a une « chance » sur

évaluation du nombre des sans-emploi, due à la sortie pure et simple de la « population active » de nombreux jeunes qui désespèrent de trouver du travail. Selon une étude américaine sur 1981, 30 % des adolescents au chômage ont mis fin à celui-ci en quittant la population active. Autrement dit, ils ont cessé d'être pris en compte dans les statistiques officielles, après avoir pendant des mois recherché en vain un emploi. Une estimation du phénomène en Allemagne donne le même résultat.

Les chiffres et la réalité

Jusqu'à présent, nous avons utilisé comme tels les chiffres des experts, qui constituent déjà un acte d'accusation contre un système qui condamne de façon permanente des

(suite de la page 1)

L'évolution du chômage au niveau mondial depuis 1980 indique également un déclin relatif de l'Europe par rapport aux autres composantes de l'OCDE, Amérique du Nord et Japon. Et ce décalage ne peut que s'accroître dans les prochaines années. La contradiction du marché mondial atteint particulièrement l'Europe, première puissance exportatrice du monde. Sur tous les fronts, en outre, industriel, agricole, monétaire, les Etats-Unis sont de fait en guerre commerciale avec leurs rivaux, européens surtout.

Les institutions mises en place par les bourgeoisies européennes démontrent chaque jour un peu plus l'incapacité inhérente au capitalisme européen à surmonter ses contradictions internes. La commission européenne de Bruxelles fonctionne comme un organisme de répartition de la pénurie, dont les « décisions » sont constamment battues en brèche par les rivalités féroces entre pays membres. Les caisses de la CEE sont vides, et la politique agricole dite « commune », la seule qui ait jamais vu le jour, est promise à la liquidation sous la pression du marché mondial dominé par les Etats-Unis.

Sous la houlette des gouvernements bourgeois, qu'ils soient conservateurs ou de front populaire, l'Europe s'enfoncé dans le déclin.

Les solutions à la crise ne sont pas dans « le partage du travail et du salaire » cher à la CFDT, et qui n'est rien d'autre que la répartition de la misère.

Seul le renversement des rapports sociaux de production qui sont à la base de la crise de surproduction peut permettre à la classe ouvrière et à la jeunesse européenne d'échapper à la catastrophe économique et de réaliser l'unité du vieux continent.

Pour les sidérurgistes de Longwy ou de Liège, pour le mineur gallois ou rhénan, pour l'OS de Billancourt ou de Wolfsburg, la question des Etats-Unis socialistes d'Europe devient celle de leur propre survie.

S. R.



La crise de l'automobile

L'annonce de 7 400 suppressions d'emplois en juillet dernier par le constructeur français PSA (marques Peugeot-Citroën-Talbot) a provoqué un véritable choc. Directement ou indirectement, on estime que l'industrie automobile fournit de l'emploi à un travailleur français sur sept. Des régions où les industries traditionnelles sont en voie de liquidation, comme le Nord et la Lorraine, considéraient encore il y a peu l'automobile comme une planche de salut. En outre, le groupe privé français a annoncé ces mesures brutales au moment même où le lancement de nouveaux modèles laisse entrevoir un redressement de ses ventes sur les marchés français et européen.

En réalité, il y a longtemps déjà que l'industrie automobile mondiale ne crée plus d'emplois.

Aux Etats-Unis, où la production est passée de 9,18 millions de véhicules en 1978 à à peine plus de 5 millions en 1982, les effectifs du troisième constructeur, Chrysler, ont par exemple fondu de 158 000 salariés de 1978 à 1981. Au total, plus de 250 000 ouvriers américains de l'automobile américains ont été mis à pied.

En Europe, on a assisté à des phénomènes comparables. Après avoir pris le contrôle des anciennes filiales de Chrysler en Grande-Bretagne, PSA a licencié plus des deux tiers des ouvriers et compte y gagner de nouveau de l'argent en 1984, après plusieurs exercices lourdement déficitaires.

Même chose chez Fiat. Le géant italien n'employait plus que 90 000 personnes dans l'automobile en 1982, contre 145 000 en 1979. Chrysler comme Fiat font de nouveau des bénéfices substantiels à partir de productions réduites et après avoir imposé aux travailleurs, avec la complicité des bureaucraties syndicales, des concessions importantes sur le terrain des salaires ou des conditions de travail.

Le groupe italien a réalisé des investissements gigantesques, 6 milliards de francs en deux ans, pour la fabrication du nouveau modèle baptisé « Uno », en poussant au maximum la « robotisation » des chaînes. Le groupe est rentable dans le secteur de l'automobile avec une production de 1,1 million de véhicules par an, alors qu'il lui fallait en produire 1,7 million pour être en équilibre il y a quelques années.

Même chose chez British Leyland qui devrait à nouveau gagner de l'argent en 1984, avec des effectifs diminués de plus de moitié et une production réduite à moins de 300 000 véhicules.

Les groupes nationalisés ne font pas mieux. Renault a pratiquement cessé toute embauche depuis deux ans et les effectifs y diminuent « naturellement » de près de 2 % par an.

En Italie, Alfa-Roméo, qui appartient à l'Etat, vient d'annoncer 3 500 licenciements et la non-réembauche de 2 500 ouvriers, mis en « chômage technique de longue durée ».

Partout le patronat de l'automobile, privé comme public, est engagé dans une bataille féroce pour rétablir le profit : moins de voitures vendues plus cher, moins d'hommes au travail et plus de robots. C'est à dire moins de travail vivant pour valoriser plus de travail mort. C'est ce cycle infernal qu'il faut rompre, et non « aménager ».

La guerre commerciale de l'acier

APRÈS la Deuxième Guerre mondiale, la sidérurgie a connu, dans les pays industrialisés et notamment en Europe occidentale, un développement sans précédent en liaison avec le développement général des économies. Cela était dû au fait que l'acier joue un rôle important dans la fabrication de nombreux biens : biens d'équipement, biens destinés au secteur de la construction et une proportion non négligeable de biens de consommation (automobiles entre autres).

C'est ainsi que de 1946 à 1974, la production mondiale d'acier brut a été multipliée par 6 : 112 millions de tonnes en 1946, 709 millions en 1974. Dans le même temps où la sidérurgie européenne connaissait cette expansion, le Japon augmentait considérablement sa production d'acier et devenait pour l'Europe un concurrent redoutable sur le marché mondial, tandis que, sous le contrôle du capital financier impérialiste, la production se développait dans certains pays coloniaux.

Dès le début de la crise, l'acier produit sur le marché européen devenait excédentaire, et devait, plus encore que par le passé, trouver un débouché sur les marchés extérieurs ; le tableau n° 1 montre l'évolution de la consommation et de la production mondiale d'acier en donnant les chiffres pour les années 1955, 1973 et 1981.

(Source : OCDE).

Outre la spectaculaire progression de la production mondiale dont il est question plus haut, on remarque à la lecture de ce tableau que, en 1981, seuls les Etats-Unis, les pays à « économie planifiée » et les « pays en développement » ont une production inférieure à leur consommation et sont donc demandeurs sur le marché mondial, alors que tous les autres pays ou groupes de pays ont une production excédentaire.

Sans développer ici la structure mondiale de l'acier, disons que les Etats-Unis sont devenus un débou-

ché extrêmement important pour la communauté européenne comme pour tous les producteurs d'acier ainsi que le montre le tableau n° 2 :

Les Etats-Unis sont donc le principal importateur : en 1981, leurs importations ont représenté 19 % du marché avec un accroissement de 28 % de la demande. La plus grande partie de leurs achats en ce domaine provient de l'Europe occidentale, cela étant dû notamment à l'évolution du dollar par rapport aux monnaies européennes.

Les importations des Etats-Unis dans le domaine des produits sidérurgiques se font dans un cadre bien

déterminé, régi par des mesures dont l'effet est d'aggraver la crise de l'acier européen, principalement en maintenant les prix de vente à un niveau inférieur aux coûts réels de production ; ces mesures sont essentiellement :

— le mécanisme des « prix gachettes » : mécanisme permettant de déceler l'acier arrivant aux Etats-Unis à des prix inférieurs aux coûts estimatifs de la production du Japon, pays pratiquant les prix les plus bas, pour le fret. Ce mécanisme tend donc à instaurer un seuil de prix officiel.

— des droits compensatoires élevés compensant les subventions accordées par les gouvernements des

pays exportateurs (donc annulant les efforts d'aide de ces gouvernements envers un secteur durement touché par la crise).

— un système de restrictions volontaires s'appliquant à divers produits sidérurgiques, donc une tendance à l'orientation de la production dans les pays fournisseurs.

Ces mesures, dont l'objet est de préserver aussi bien les intérêts des producteurs d'acier des Etats-Unis que ceux des industries de transformation, ont pour effet essentiel, tout en protégeant le marché local, d'exporter vers l'Europe les conséquences de la crise que celui-ci aurait à subir et d'aggraver cette crise dans les pays d'Europe occidentale.

TABLEAU N° 2

— IMPORTATIONS DE PRODUITS SIDÉRURGIQUES AUX ETATS-UNIS, PAR PAYS D'ORIGINE

	en % du marché des États-Unis					en millions de tonnes
	CE	Japon	Canada	Autres pays	Total	
1974-78 ⁽¹⁾	5,2	6,5	1,4	2,3	15,4	15,0
1979	4,7	5,5	2,0	3,0	15,4	15,9
1980	4,1	6,3	2,5	3,4	16,3	14,0
1981	6,1	6,0	2,8	4,2	19,1	18,1

TABLEAU N° 1 — CONSOMMATION ET PRODUCTION MONDIALES D'ACIER, 1955, 1973 ET 1981 (millions de tonnes équivalent lingots)

	Etats-Unis	Japon	CE des 10	Autres pays d'Europe occidentale	Autres pays développés	Pays en développement	Pays à économie planifiée	Monde
1955								
Consommation	102	7	62	10	11	16	62	270
Production	106	9	73	7	8	5	62	270
1973								
Consommation	151	92	131	34	28	58	211	705
Production	138	124	154	29	27	29	208	709
1981								
Consommation	133	79	104	34	30	103	258	741
Production	113	114	136	35	34	61	251	744
Accroissement (%)								
1973-55 C	48	1 214	111	240	155	263	240	161
Pr	30	1 278	111	314	238	480	235	163
1981-73 C	- 12	- 14	- 21	-	7	78	22	5
Pr	- 18	- 8	- 12	21	26	110	21	5

ETRANGE « SYNDICALISME »

Le chômage bien tempéré

Nous avons consacré une partie de ce dossier aux positions et à la pratique de la CFDT en matière de lutte contre le chômage. Certes, la Confédération française démocratique du travail (CFDT), organisation d'origine confessionnelle, est une spécificité française. Mais l'idéologie du prétendu « christianisme social » qui l'inspire est une marchandise frelatée qui circule mondialement. Dans la mesure où la CFDT est souvent présentée comme un « syndicat avancé » ailleurs qu'en France, il nous a paru utile d'aider à rétablir la vérité sur son caractère et sa fonction.

EDMOND Maire, secrétaire général de la CFDT, se réclame de la « deuxième gauche ». Ce courant, dont la dénomination est empruntée au titre d'un ouvrage de MM. Hervé Hamon et Patrick Rotman, a comme composante importante la CFDT et se veut une gauche qui « ne privilégie pas le pouvoir politique dans le changement social » et qui marquerait des points aujourd'hui car « ses réponses à la crise nous donnent une chance de sortir de la nasse où nous sommes tous ».

Quelles sont ces réponses en question ?

Prétendant considérer les travailleurs comme majeurs, responsables et solidaires, cette nouvelle gauche propose un arsenal de mesures par lesquelles les travailleurs et leurs organisations gèreraient la crise et, sans à aucun moment remettre en cause les profits réalisés par les patrons, accepteraient de voir les salaires diminuer afin de partager les ressources avec les chômeurs, de prendre en charge le déficit des organismes de protection sociale et même de financer l'investissement industriel.

Nous reprenons, ci-après, diverses déclarations de la CFDT et de ses dirigeants qui indiquent d'une façon tout à fait explicite le type de solidarité demandée aux travailleurs :

« La gestion économique des entreprises ne saurait être du seul ressort des chefs d'entreprises. La gauche doit refuser le réflexe dépassé : aux syndicats le social, aux patrons l'économique. » (17 août 1983, réponse de la CFDT aux déclarations de Y. Gattaz, président du Conseil national du patronat français).

« La solidarité, c'est faire le choix de vivre ensemble et non au détriment des autres. Le socialisme, ce n'est pas un taux de croissance mais une autre manière de vivre. » (août 1983, Edmond Maire).

Le 3 mai 1983, la CFDT, dans une lettre au Premier ministre Pierre Mauroy, propose la création d'un fonds de solidarité pour l'emploi, alimenté par les salariés, utilisé pour l'investissement industriel et pour la réduction du temps de travail.

Le 25 mai 1983, la CFDT organise une journée nationale interprofessionnelle d'action, mettant au centre la question de la réduction de la durée du travail avec comme objectif notable celui « d'expliquer aux travailleurs l'importance de l'enjeu et des contraintes qui peuvent en découler ». En effet, « en période de croissance nulle, seules les diminutions de la durée du travail peuvent créer des emplois, mais cela pose le problème de la compensation au niveau des salaires. La CFDT accepte qu'une réduction de la durée du travail avec création

d'emploi puisse entraîner une perte de salaire au-dessus de 2 fois le SMIC revendiqué (4 200 F) ».

Un syndicat « lucide »

« En période de crise, la réduction de la durée du temps de travail reste la solution majeure pour s'orienter vers une politique de plein emploi. » (novembre 1982, conclusion d'une étude éditée par la CFDT).

Se voulant un syndicat « lucide » car « l'année 1983 va être difficile et il faut un syndicat lucide pour intervenir pendant qu'il est temps », la CFDT, par la bouche de son secrétaire général, n'hésite pas, fin 1982, à affirmer la nécessité d'un nouveau plan de rigueur mais, « comme la rigueur dans le domaine économique c'est d'abord l'équité », ce devra être une rigueur sélective, modifiant la répartition des revenus et appelant à l'effort tous ceux qui peuvent le supporter. L'une des grandes idées est donc d'opérer une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois, réduction accompagnée d'une diminution des salaires pour les travailleurs « pouvant le supporter », c'est-à-dire les travailleurs percevant un salaire situé au-delà d'un seuil fixé par la CFDT à deux fois le SMIC revendiqué, donc au-delà d'un seuil de 8 400 F. Nous ne polémiquerons pas avec la CFDT sur sa conception des « hauts salaires », encore qu'il faille bien admettre que ce montant de 8 400 F est bien dérisoire en regard des profits réalisés par les patrons, mais il s'avère que dans la réalité, que ce soit au niveau des négociations menées par ce syndicat ou au niveau des premières mises en application de la réduction du temps de travail, les travailleurs dont les salaires se situent bien en dessous de ce seuil sont considérés comme pouvant supporter l'effort de solidarité.

En effet, le 26 mai 1983, la fédération de la métallurgie CFDT indique avoir obtenu de l'organisation patronale (l'Union des industries métallurgiques et minières, UIMM) l'engagement de dresser le bilan de la réduction de la durée du travail dans cette branche depuis février 1982.

Mais la CFDT souhaite aussi que soit négociée une nouvelle étape de cette réduction, tout en étant consciente de la difficulté que constitue la compensation, intégrale ou non, des salaires.

Lors d'une conférence de presse à l'issue de leur rencontre avec l'UIMM, les responsables fédéraux rappellent qu'au printemps 1982 la réduction d'une première heure hebdomadaire compensée intégralement étant intervenue, suivie, en janvier 1983, d'une diminution supplémentaire d'une demi-heure compensée à 70 %. Ces mesures devant se prolonger par une nouvelle réduction de 2 heures.



E. Maire, secrétaire général de la CFDT.

Et, détail intéressant, la fédération, au sujet de la compensation salariale, considère que la position confédérale selon laquelle les salaires situés en dessous de deux fois le SMIC revendiqué ne devraient pas subir de pertes est « parfaitement inapplicable » dans les entreprises de la métallurgie ; selon elle, ce seuil peut se situer, suivant l'entreprise, à 6 500 F par mois, voire 5 500 F !

En juin 1983, la CFDT organise une « rencontre nationale sur la réduction du temps de travail ». Lors de cette réunion, les militants de ce syndicat ont débattu des conséquences de la réduction de la durée du temps de travail et ont fait état des difficultés dans les rapports de la CFDT avec le patronat, les autres syndicats, notamment la CGT opposée aux pertes de salaires, et les travailleurs eux-mêmes :

« C'est aussi que la diversité des situations entreprise par entreprise est apparue : chez CIT-Alcatel, par exemple, où l'accord de passage aux 35 heures a été conclu au plan national pour éviter la poursuite des licenciements, les travailleurs ont ressenti les pertes de pouvoir d'achat suivant les centres (la perte de salaire a été globalement de 4 % mais subie dans une moindre mesure par les bas salaires). »

Comme on peut le constater, il n'est plus même question de seuil, tous les travailleurs sont appelés à participer à l'effort.

Cette politique de « solidarité » peut aller loin, très loin. Le 29 septembre 1983, le journal *Libération* publie un article signé de Jean-Paul Cruse, intitulé « Le sacrifice de Paulo », qui explique comment, chez Chaudière, fabrique de meubles vendéenne, un délégué CFDT demande à faire partie des licenciés économiques prévus par la direction, en remplacement d'un cas social.

Le « sacrifice de Paulo »

Nous citons ci-après de longs passages de cet article tant il est exemplaire de ce que peuvent signifier ces idées généreuses d'effort, de lucidité, de solidarité :

« Paulo, de Saint-Hilaire près de Montaigu, Vendée. Délégué CFDT du personnel chez Chaudière, il vient de demander à être porté sur la liste des 165 licenciés économiques élaborée par la direction de l'usine à la suite d'un dépôt de bilan. Il remplacera un cas social, une de ces personnes qui, portées autoritairement sur la liste initiale des licenciements, était, soit trop âgée pour avoir la moindre chance de trouver un travail par la suite, soit conjointement licenciée d'une personne également licenciée, couple au chômage avec enfants à nourrir et traités à payer pendant 20 ans sur une maison neuve.

« La direction s'était engagée à réétudier les cas sociaux s'il y avait des volontaires pour se faire licencier à leur place... D'autres que moi l'ont fait, dont deux autres représentants CFDT du personnel... Ils l'ont tous fait pour un cas pire que le leur... D'autres encore y ont

pensé mais leurs femmes n'ont peut-être pas suivi. » Paulo, lui, a pris sa décision en une matinée, il a téléphoné à sa femme, elle-même élue CFDT dans une entreprise du textile, tout à côté, et qui gagne un peu plus de 3 000 F par mois. « Si tu es sincère, il faut le faire » dit-elle.

Quelques regrets, quand même. La solidarité, tout le monde ne la voit pas de la même façon et Paulo en veut d'abord aux cadres, ceux qu'il considère comme les hauts salaires, les plus de 9 000 F par mois de chez Chaudière.

Quand le dépôt de bilan s'est annoncé, la direction a laissé une fourchette : entre 181 et 193 suppressions d'emploi. Avec un choix : blocage des salaires pour tous — toute la durée du concordat — un an, dix-huit mois... ou, en cas de refus du personnel, 19 licenciements supplémentaires. Ils ont accepté le marché et accepté une réduction des heures de travail de 39 à 37 heures, sans compensation de salaire.

« Mais on demandait, nous, pour les cadres, pour les plus de 9 000 F qui ne se trouvaient pas concernés par le passage des 39 heures aux 37 heures, une compensation de 5 % de leurs salaires... Ils ont refusé... Je me suis dit : si c'est dur, très dur de réduire le pouvoir d'achat, même quand on gagne plus de 9 000 F, ces gens-là devraient quand même avoir un peu de dignité... »

Celui qui a plus de 4 000 F et qui accepte une baisse pour sauver les emplois, il est tout près du seuil de la misère... Tous les efforts ont été faits du côté du personnel ouvrier... Les plus gros efforts, c'est toujours la classe la plus basse... »

« Pas forcément contre le patron »

A l'union départementale CFDT, on couvre, avec toutefois un peu de gêne, le sacrifice de Paulo... Pour le secrétaire de l'UD il faudrait « éviter de penser qu'il s'agit d'une nouvelle orientation de la CFDT. Heureusement que tous nos délégués ne se sacrifient pas sur l'autel du licenciement. Mais on n'a pas été surpris, du fait que pour nous la solidarité n'est pas un slogan ».

Pour Paulo, militant du partage du travail, « les travailleurs doivent comprendre que le syndicalisme, ce n'est pas forcément être contre le patron mais pour la défense des travailleurs ». S'il a un reproche à faire à M. Chaudière, ce n'est pas de gagner 4 ou 5 millions par mois tout en proposant aux ouvriers des choix cornéliens de partage du travail. Ni de toucher aux dividendes sur 1982, quelque 250 000 F (cinquante fois le salaire mensuel d'un ouvrier), dont pas un seul centime ne peut être soustrait pour repêcher un cas social.

Non, la seule chose qu'il lui reproche, éventuellement, « c'est son attitude vis-à-vis des hauts salaires », de ne pas avoir voulu contraindre les plus de 9 000 F à leur tour au « partage ». »

Il s'agit là d'un exemple éloquent des effets que peuvent avoir les illusions que propage cette politique : une telle idéologie ne peut que favoriser l'instauration d'une profonde misère. La voie du combat contre les licenciements n'est pas celle-là, elle est celle que montrent les travailleurs de Sagunto et de Neuves-Maisons.

C. Genty.